

Rapport financier semestriel

30 juin 2014

Remarques générales

Le présent rapport financier contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe AREVA. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport financier visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe AREVA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture internationale, économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés dans la section 2.1. AREVA n'a pas d'obligation de mise à jour des informations prospectives contenues dans ce document, sous réserve des obligations d'information permanente pesant sur les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur les marchés réglementés.

SOMMAIRE

1	Personne responsable	5
1.1	Responsable du rapport financier semestriel	5
1.2	Attestation du responsable du rapport financier semestriel	5
2	Rapport d'activité semestriel	6
2.1	Événements significatifs	6
2.1.1	Faits marquants de la période	6
2.1.2	Transactions avec les parties liées	7
2.1.3	Facteurs de risques	7
2.2	Tableaux de synthèse des chiffres clés	9
2.2.1	Indicateurs financiers	9
2.2.2	Définitions des indicateurs financiers	11
2.3	Tableaux de synthèse de l'information sectorielle	13
2.4	Carnet de commandes	14
2.5	Compte de résultat	14
2.5.1	Chiffre d'affaires	15
2.5.2	Marge brute	15
2.5.3	Recherche et développement	15
2.5.4	Frais généraux, commerciaux et administratifs	16
2.5.5	Autres charges et autres produits opérationnels	16
2.5.6	Résultat opérationnel	16
2.5.7	Résultat financier	17
2.5.8	Impôts sur les bénéfices	17
2.5.9	Quote-part dans les résultats des coentreprises et entreprises associées	18
2.5.10	Part des minoritaires	18
2.5.11	Résultat net part du groupe	18
2.5.12	Résultat global	18
2.6	Flux de trésorerie et variation de l'endettement net	19
2.6.1	Tableau de variation de l'endettement net	19
2.6.2	Tableau des flux de trésorerie opérationnels groupe	19
2.6.3	Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité	20
2.6.4	Flux liés aux opérations de fin de cycle	20
2.6.5	Autres éléments de variation de l'endettement net	21
2.7	Éléments bilanciaux	22
2.7.1	Endettement financier, liquidité et actionnariat	22
2.7.2	Capitaux propres	23
2.7.3	Besoin en fonds de roulement opérationnel	23

2.7.4	Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle.....	23
2.7.5	Autres provisions et avantages au personnel.....	24
2.8	Revue des Business Groups.....	25
2.8.1	BG Mines.....	25
2.8.2	BG Amont.....	26
2.8.3	BG Réacteurs et Services.....	27
2.8.4	BG Aval.....	28
2.8.5	BG Energies renouvelables.....	29
2.8.6	Corporate et Autres.....	30
2.9	Événements postérieurs à la clôture.....	31
2.10	Perspectives.....	32
3	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle – Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014.....	33
4	Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2014.....	35
	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014.....	43
	NOTE 1 – Note sur les principes comptables.....	43
	NOTE 2 – Périmètre et faits marquants de la période.....	45
	NOTE 3 – Autres charges et autres produits opérationnels.....	46
	NOTE 4 – Résultat financier.....	47
	NOTE 5 – Impôts.....	47
	NOTE 6 – Éléments relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées.....	48
	NOTE 7 – Goodwills et Immobilisations corporelles et incorporelles.....	50
	NOTE 8 – Opérations de fin de cycle.....	53
	NOTE 9 – Informations relatives aux coentreprises et entreprises associées.....	55
	NOTE 10 – Autres actifs financiers non courants.....	56
	NOTE 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	56
	NOTE 12 – Avantages du personnel.....	56
	NOTE 13 – Autres provisions.....	57
	NOTE 14 – Dettes financières.....	59
	NOTE 15 – Informations complémentaires sur les instruments financiers.....	61
	NOTE 16 – Transaction avec les parties liées.....	63
	NOTE 17 – Engagements donnés et reçus.....	63
	NOTE 18 – Litiges et passifs éventuels.....	64
	NOTE 19 – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	64
	NOTE 20 – Passage des états financiers publiés 2013 aux états financiers retraités 2013.....	65

1 Personne responsable

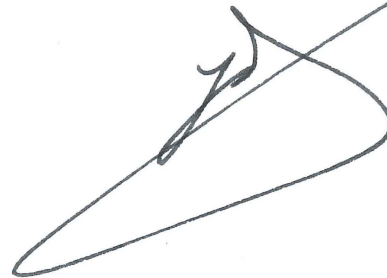
1.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Luc Oursel, Président du Directoire d'AREVA.

1.2 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le 1^{er} semestre 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l’exercice.”

Fait à Paris, le 1^{er} août 2014



Monsieur Luc Oursel
Président du Directoire d'AREVA

2 Rapport d'activité semestriel

2.1 Événements significatifs

2.1.1 Faits marquants de la période

Les informations reportées dans cette section concernent l'ensemble du groupe AREVA. Les faits marquants relatifs au domaine commercial sont décrits dans la revue des activités dans la section 2.8.

Dans les domaines stratégique et capitalistique

Groupe

- Au titre du contrat de liquidité confié par AREVA à la société NATIXIS, il a été procédé à un apport complémentaire de 1 000 000 euros en date du 3 mars 2014
- Le 12 mars 2014, AREVA a lancé et fixé les termes d'une émission obligataire d'un montant total de 750 millions d'euros à 9 ans (échéance 20 mars 2023) avec un coupon annuel de 3,125 %.
- Le 17 avril 2014, AREVA a annoncé le retrait de son recours auprès du Tribunal régional de Brno suite à l'annonce, par l'électricien CEZ, de l'annulation de l'appel d'offres dont le groupe avait été injustement exclu en 2012. Ceci permet la normalisation des relations avec CEZ.
- Le 7 mai 2014, AREVA et Capgemini ont conclu des accords portant, d'une part, sur un partenariat commercial qui prend notamment la forme d'un grand contrat d'infogérance et d'intégration de systèmes pour un montant de 1 milliard d'euros sur 10 ans, et, d'autre part, sur la reprise d'Euriware et de ses filiales par le groupe Capgemini.
- Le 30 juin 2014, AREVA a finalisé un projet de financement pour la Société d'Enrichissement du Tricastin (SET), qui détient et exploite l'usine d'enrichissement Georges Besse II. Un prêt d'un montant de 650 millions d'euros sur une durée de 10 ans a été mis en place auprès d'un groupe de dix banques internationales.
- Au cours du 1^{er} semestre 2014, AREVA a procédé, auprès d'établissements financiers, à des cessions sans recours de créances commerciales et fiscales pour des montants totaux respectifs de 260 millions d'euros à échéance 2014 et 124 millions d'euros à échéances étalées entre 2014 et 2017 (115 millions d'euros au 31 décembre 2013) ; AREVA ne conserve pas d'implication continue significative au titre de ces créances.

Gouvernance

- Le 20 mai 2014, le groupe a annoncé lors de son assemblée générale qu'il lançait un projet d'évolution de sa gouvernance à la demande de ses actionnaires majoritaires, l'Etat et le CEA.

Nucléaire

- Le 26 mars 2014, à l'occasion de la visite en France de M. Xi Jinping, Président de la République Populaire de Chine, AREVA a participé à la célébration des 50 ans des relations diplomatiques entre les deux pays. Cette visite a notamment été marquée par la signature d'accords pour la poursuite du partenariat stratégique franco-chinois dans le nucléaire civil, dont les 30 ans ont été célébrés l'année dernière.
- Le 15 avril 2014, Sellafeld Ltd. a décidé de retenir l'offre de la coentreprise qui associe AREVA et les entreprises anglaises Mace et Atkins, pour le projet SDP (Silo Direct-encapsulation Plant).
- Le 5 mai 2014, à l'occasion de la visite en France de M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon, AREVA et ATOX ont annoncé la création de la coentreprise ANADEC, afin de fournir des solutions et services dans le domaine du démantèlement de Fukushima et des centrales nucléaires japonaises qui seront arrêtées.
- Le 6 mai 2014, PSEG Nuclear a prolongé jusqu'en 2022 le contrat signé avec AREVA pour des activités de maintenance et d'arrêt de tranches sur les deux réacteurs de la centrale de Salem et sur le réacteur de Hope Creek, situés dans le New Jersey.
- Le 26 mai 2014, un accord renouvelant le partenariat stratégique entre l'Etat du Niger et le groupe AREVA a été signé à Niamey.

- Le 28 mai 2014, l'électricien Vattenfall a sélectionné AREVA pour la fourniture des assemblages de combustible de quatre de ses sept réacteurs.

Energies Renouvelables

- Le 20 janvier 2014, AREVA et GAMESA ont annoncé avoir entamé des négociations exclusives en vue de créer une coentreprise (50 % AREVA, 50 % GAMESA) dans le domaine de l'éolien en mer.
- Le 6 février 2014, AREVA et Schneider Electric ont signé un accord de partenariat stratégique visant à développer des solutions de stockage et de gestion de l'énergie basée sur la production d'hydrogène et la pile à combustible.
- Le 7 mai 2014, à l'issue d'un appel d'offres national, l'Etat a retenu le groupement constitué par GDF SUEZ, EDP Renewables, Neoen Marine et AREVA pour l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en mer sur les zones du Tréport (Haute-Normandie – 500 MW) et des îles d'Yeu et Noirmoutier (Pays de la Loire – 500 MW).
- Le 23 mai 2014, AREVA, SMART ENERGIES via sa filiale CETH2 et l'ADEME ont annoncé la création de la coentreprise AREVA H2-Gen, visant à fabriquer des électrolyseurs par membrane à échange de protons.

Dans le domaine industriel (avancement chantier, inaugurations)

- Le 31 janvier 2014, AREVA a inauguré la centrale biomasse Bio Golden Raand, construite en partenariat avec la société néerlandaise de génie civil Ballast Nedam Industriebouw et l'entreprise finlandaise Metso Power Oy, fournisseur de la chaudière.
- Le 3 février 2014, la mise en actif complète des installations Comurhex II à Malvésí a été réalisée.
- Le 12 février 2014, le succès du test d'étanchéité de l'enceinte de confinement du réacteur EPR d'Olkiluoto 3 a été confirmé.
- Le 13 mars 2014, une première production de minerai d'uranium a quitté la mine de Cigar Lake, exploitée par Cameco dans la province canadienne de la Saskatchewan, à destination de l'usine AREVA de McClean Lake.
- Les tests du système de contrôle-commande du réacteur EPR d'Olkiluoto 3 ont débuté le 1^{er} avril 2014 sur le site d'AREVA à Erlangen en Allemagne.
- Le 11 avril 2014, AREVA a accueilli avec satisfaction l'annonce par l'Autorité de sûreté nucléaire finlandaise STUK de la validation du plan d'ensemble du système de contrôle-commande du réacteur EPR OL3.
- Le 5 juin 2014, les 40 éoliennes AREVA M5000 de 5 MW du champ marin allemand de Trianel Borkum ont été installées avec succès en Mer du Nord.
- Le 20 juin 2014, Manuel Valls, Premier ministre, a visité le site AREVA de Creusot Forge, spécialisé dans la fabrication de grandes pièces forgées et moulées. M. Valls a inauguré à cette occasion la nouvelle presse hydraulique de 9 000 tonnes du site.
- Au 30 juin 2014, la capacité totale de Georges Besse II installée s'élève à 84%.
- A fin juin 2014, près de la moitié des opérations PRISME ont été effectuées à l'usine d'Eurodif.
- Durant le 1^{er} semestre 2014, AREVA a installé la cuve du réacteur EPR de Flamanville 3 et a assuré la livraison des gros composants sur site.
- Sur le contrat PLEX, les travaux mécaniques en arrêt de tranche ont été achevés.

2.1.2 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 16 des Annexes aux comptes consolidés semestriels.

2.1.3 Facteurs de risques

Les risques et incertitudes significatifs auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section 4 "Facteurs de risques" du Document de référence 2013, déposé le 31 mars 2014 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et disponible sur son site Internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.aveva.com). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des

risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le Document de référence.

2.2 Tableaux de synthèse des chiffres clés

2.2.1 Indicateurs financiers

En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités pour présenter un *proforma* à périmètre comparable au 1^{er} semestre 2014 et le résultat des activités renouvelables mises en commun ou arrêtées est présenté sur une ligne spécifique « résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées ».

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013 proforma	Variation 2014/2013
Carnet de commandes	44 916	42 786	+ 2 130 M€
Chiffre d'affaires	3 889	4 513	- 12,4 % à p.c.c.
Dont activités nucléaires ¹	3 797	4 402	- 12,4 % à p.c.c.
Dont activités renouvelables	32	40	- 18,1 % à p.c.c.
Excédent brut d'exploitation retraité²	256	487	- 231 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	6,6 %	10,8 %	- 4,2 pts
dont impact des 4 grands projets en perte	- 227	- 242	+ 15 M€
Excédent brut d'exploitation publié	226	487	- 261 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	5,8 %	10,8 %	- 5,0 pts
Cash-flow opérationnel libre avant IS retraité²	98	- 158	+ 256 M€
Cash-flow opérationnel libre avant IS publié	71	- 158	+ 228 M€
Résultat opérationnel retraité²	- 280	290	- 569 M€
Résultat opérationnel publié	- 305	290	- 594 M€
Résultat net part du groupe	- 694	0	- 694 M€
Résultat net par action	- 1,81 €	0,00 €	- 1,81 €
	30.06.14	31.12.13	
Endettement (+) / trésorerie (-) net(te)	4 734	4 468	+ 266 M€
Ratio dette nette / (dette nette + fonds propres)	54,1 %	47,3 %	+ 6,8 pts

L'information semestrielle du 1^{er} semestre 2013 est ajustée de façon à être comparable à celle du 1^{er} semestre 2014.

Par ailleurs, il est rappelé que le niveau d'activité des différents Business Groups et leur contribution aux résultats du groupe peuvent varier de manière significative d'un semestre sur l'autre dans les activités nucléaires. Par conséquent, l'activité semestrielle ne saurait être considérée comme une base fiable de projection annuelle.

Le carnet de commandes s'élève à 44,9 Md€, en progression par rapport à fin 2013 (+3,5 Md€), bénéficiant de l'entrée en carnet de l'accord sur 2013-20 avec EDF dans le traitement-recyclage pour plus de 5 Md€.

La performance financière du 1^{er} semestre 2014 est marquée par un résultat net part du groupe négatif (-694 M€) en raison principalement :

- des pertes dégagées dans les activités renouvelables mises en commun ou arrêtées (Energie Eolienne et Energie Solaire) pour un montant total de 373 millions d'euros, suite aux provisions et dépréciations comptabilisées (352 millions d'euros) dans une logique de réduction des risques sur la rentabilité future, en amont de la création de la coentreprise avec Gamesa dans l'éolien en mer, d'une part, et de la décision d'arrêt de l'activité Energie Solaire (sauf proposition de reprise complète à court terme) ;
- dans le nucléaire :
 - de l'impact immédiat de l'accord trouvé avec EDF sur les modalités pour 2013-20 de l'Accord Traitement-Recyclage, à l'issue d'une négociation engagée depuis deux ans (-95 M€). Cet accord confère toutefois une visibilité fortement accrue sur les activités du BG Aval grâce à l'extension de la durée du contrat et l'augmentation des volumes ;

¹ Activités nucléaires : activités des BG Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et de la Direction Ingénierie et Projets (comptabilisée dans la ligne Corporate et Autres)

² Retraité des cessions d'actifs (Duisburg et Euriware)

- de provisions et dépréciations d'actifs.

Si la baisse d'activité au 1^{er} semestre s'est avérée plus importante qu'anticipée, le groupe a réussi à dégager un cash-flow opérationnel libre positif :

- le chiffre d'affaires, à 3 889 M€, baisse de - 12,4 % à données comparables par rapport au 1^{er} semestre 2013. Le 1^{er} semestre 2013 avait bénéficié des volumes élevés du BG Mines (programme HEU et déstockage et rattrapage de livraisons non effectuées en 2012) et de contrats non récurrents avec des électriciens étrangers dans le recyclage (BG Aval) ;
- l'excédent brut d'exploitation (EBE) retraité des cessions s'élève à 256 M€ (soit 6,6 % du chiffre d'affaires), en baisse significative par rapport au 1^{er} semestre 2013 (cf. baisse d'activité des BG Mines et Aval) ;
- Le cash-flow opérationnel libre, retraité des cessions, ressort à + 98 M€, en progression de + 256 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2013, grâce à l'impact combiné de l'amélioration du BFR (dont + 145 M€ par rapport au 31 décembre 2013) et du moindre niveau d'investissements. La nette amélioration du cash-flow met en évidence les actions de redressement, qui ont permis de compenser partiellement la baisse d'activité. En effet, le déploiement du plan de performance s'est poursuivi au 1^{er} semestre avec l'objectif de réduction des coûts opérationnels (1 Md€ à horizon 2015) dorénavant réalisé à 86% et sécurisé à 100% à fin juin. A titre d'exemple, le coût des fonctions support a baissé de 9 % sur l'ensemble du semestre par rapport à la même période de 2013.

Compte tenu de la conjoncture du secteur de l'énergie nucléaire, marquée par une baisse des prix dans l'amont du cycle et par les contraintes budgétaires de nos clients, ces actions vont être renforcées au 2nd semestre avec notamment :

- le relèvement de l'objectif de réduction des coûts d'un milliard d'euros à horizon 2015, d'ores et déjà sécurisé, à 1,2 milliard d'ici à 2016 ;
- la révision en cours des plans de production de Somaïr et Cominak et l'élaboration d'un plan d'économies complémentaire ;
- une réduction de l'enveloppe globale des investissements de 1,3 Md€ à environ 1,1 Md€ sur l'année 2014 (à comparer à 1,4 Md€ en 2013) ;
- l'étude en cours d'optimisation du calendrier d'achèvement de l'usine de Comurhex II et de l'extension de sa capacité à 21 000 t/an ;
- l'arrêt de l'activité d'énergie solaire à l'issue des projets en cours (sauf proposition de reprise complète à court terme) ;
- en termes de ressources humaines :
 - en France, un ralentissement des recrutements externes au 2nd semestre 2014 par rapport au 1^{er} semestre et le lancement d'un dialogue avec les institutions représentatives du personnel concernant un projet de mesure de flexibilité pour les sites industriels affectés par une sous-charge ;
 - en Allemagne et aux Etats-Unis, un gel des recrutements externes ;
 - en Allemagne, le relèvement de l'objectif de réduction d'effectifs à 1 500 postes d'ici à 2015 ;
 - aux Etats-Unis, la suppression de 200 emplois en 2014 ;
 - au Brésil, une restructuration de l'activité Bioénergies.

Les perspectives financières du groupe ont été révisées à la baisse (cf. section 2.10 Perspectives).

2.2.2 Définitions des indicateurs financiers

> Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO)

Le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en-cours ;
- clients et comptes rattachés ;
- avances versées ;
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance ;
- couvertures de change du BFR opérationnel ;
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance.

NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

> Carnet de commandes

Le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

> Cash-flow opérationnel libre (CFO libre)

Il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles. Cet indicateur s'entend avant impôt sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE (ou EBITDA), hors opérations de fin de cycle ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'actifs incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées).

> Dette nette

La dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

NB : La définition de la dette nette d'AREVA a été modifiée au 31 décembre 2013 afin de se conformer à la définition publiée par l'Autorité des Normes Comptables. La définition utilisée auparavant était la suivante : « La dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers courants. »

> EBE (Excédent Brut d'Exploitation, ou EBITDA)

L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels. L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

NB : La définition d'Excédent Brut d'Exploitation d'AREVA a été modifiée au 30 juin 2014 afin d'en exclure la totalité des éléments du résultat opérationnel sans effet de trésorerie dans un objectif de plus grande cohérence. La définition utilisée auparavant était la suivante : « L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels, à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant. »

> Flux des opérations de fin de cycle

Cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux obligations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces obligations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux obligations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- minorés des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

> Résultat global part du groupe

Le résultat global est la variation des capitaux propres, au cours d'une période, qui résulte des transactions et événements autres que les variations résultant de transactions avec les actionnaires.

Le résultat global comprend toutes les composantes du « résultat » et des « autres éléments du résultat global ».

Les « autres éléments du résultat global » incluent les composantes suivantes :

- (a) les profits et les pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;
- (b) les profits et les pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente ;
- (c) la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ;
- (d) les gains et pertes actuariels sur avantages du personnel.

2.3 Tableaux de synthèse de l'information sectorielle

1^{er} semestre 2014 (données contributives groupe)

(en millions d'euros)	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	457	1 128	1 501	695	32	74	3 889
Excédent brut d'exploitation	159	196	(96)	63	(15)	(81)	226
% du chiffre d'affaires	34,8 %	17,4 %	(6,4) %	9,0 %	(45,5) %	ns	5,8 %
Résultat opérationnel	60	21	(174)	(83)	(19)	(110)	(305)
% du chiffre d'affaires	13,2 %	1,9 %	(11,6) %	(12,0) %	(58,5) %	ns	(7,8) %
Variation du BFR opérationnel	(61)	(63)	209	77	(3)	166	325
Investissements opérationnels nets	(220)	(158)	(39)	(56)	(2)	(15)	(490)
Cash-flow opérationnel avant IS	(122)	(25)	73	83	(19)	81	71

1^{er} semestre 2013 (données contributives groupe) – Proforma

(en millions d'euros)	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	802	896	1 705	977	40	93	4 513
Excédent brut d'exploitation	311	91	(121)	306	(8)	(92)	487
% du chiffre d'affaires	38,7 %	10,1 %	(7,1) %	31,3 %	(19,0) %	ns	10,8 %
Résultat opérationnel	250	64	(117)	228	(8)	(126)	290
% du chiffre d'affaires	31,1 %	7,1 %	(6,9) %	23,3 %	(21,4) %	ns	6,4 %
Variation du BFR opérationnel	128	8	(13)	19	(14)	(204)	(75)
Investissements opérationnels nets	(209)	(243)	(63)	(42)	(3)	(13)	(573)
Cash-flow opérationnel avant IS	232	(144)	(196)	282	(24)	(308)	(158)

2.4 Carnet de commandes

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes du groupe s'élève à 44,9 milliards d'euros, représentant ainsi 5 années de chiffre d'affaires. Il est en forte progression par rapport au 31 décembre 2013 (41,4 milliards d'euros). Le carnet de commandes des Business Group (BG) Amont et Aval progresse fortement sur le semestre, tandis que celui des autres Business Groups nucléaires recule en lien avec la bonne exécution des contrats sur la période. L'Accord Traitement-Recyclage avec EDF pour la période 2013-2020 portant sur le transport, le recyclage de combustibles usés et la fabrication d'assemblages MOX bénéficie au carnet de commandes des BG Aval et Amont pour un montant supérieur à 5,5 milliards d'euros sur le 1^{er} semestre de l'année.

Les prises de commandes du 1^{er} semestre 2014 s'établissent à 7,9 milliards d'euros en forte hausse par rapport au 1^{er} semestre 2013 (2,9 milliards d'euros).

2.5 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	2013 *
Chiffre d'affaires	3 889	4 513	9 062
Marge brute	341	806	1 227
Frais de recherche et développement	(96)	(123)	(273)
Frais commerciaux	(96)	(113)	(212)
Frais généraux et administratifs	(184)	(187)	(388)
Autres charges opérationnelles	(287)	(147)	(418)
Autres produits opérationnels	17	54	98
Résultat opérationnel	(305)	290	34
Résultat financier	(68)	(87)	(248)
Impôts sur les résultats	38	(113)	(59)
Quote-part de résultats nets des coentreprises et entreprises associées	(8)	6	(13)
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	(343)	96	(167)
Résultat net d'impôt des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(384)	(43)	(256)
Résultat net de la période	(726)	53	(423)
Intérêts minoritaires	(32)	52	71
Résultat net part du groupe	(694)	0	(494)
Résultat global	(932)	(35)	(504)

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20..

2.5.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Chiffre d'affaires contributif	3 889	4 513	- 13,8 %
BG Mines	457	802	- 43,0 %
BG Amont	1 128	896	+ 25,9 %
BG Réacteurs et Services	1 501	1 705	- 11,9 %
BG Aval	695	977	- 28,9 %
BG Energies Renouvelables	32	40	- 18,1 %

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 3 889 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en baisse de 13,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2013 (- 12,6 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact négatif de 54 millions d'euros, principalement dans les BG Mines et Réacteurs et Services. L'effet de périmètre est négatif sur la période de 18 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires des activités nucléaires s'établit à 3 797 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 4 402 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en baisse de 13,7 % (- 12,4 % à données comparables).

Le chiffre d'affaires des activités renouvelables recule au 1^{er} semestre 2014 pour s'établir à 32 millions d'euros (contre 40 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013) en baisse de 18,1 % (-18,1 % à données comparables).

2.5.2 Marge brute

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Marge brute	341	806	- 57,7 %
% du chiffre d'affaires	8,8 %	17,9 %	- 9,1 pts

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

La marge brute du groupe s'élève à 341 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 (soit 8,8 % du chiffre d'affaires) contre 806 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 (soit 17,9 % du chiffre d'affaires).

2.5.3 Recherche et développement

Les dépenses de Recherche et Développement sont immobilisées si elles répondent aux critères d'activation fixés par la norme IAS 38, et sont comptabilisées en charges de Recherche et Développement dans le cas contraire.

Dans le compte de résultat, les frais de Recherche et Développement apparaissent sous la marge brute et représentent les dépenses, non activables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisés dans le coût des ventes.

Les frais de Recherche et Développement du groupe, hors frais de recherche et d'exploration minières, ont représenté 77 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014, soit 2,0 % du chiffre d'affaires contributif. Cet indicateur est en légère baisse par rapport à la même période en 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014	% du CA	S1 2013 *	% du CA
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute après CIR ⁽¹⁾	96	2,5 %	123	2,7 %
Dont frais de recherche et d'exploration minières	19	–	22	–
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute hors frais de recherche et d'exploration minières après CIR ⁽¹⁾	77	2,0 %	101	2,2 %
CIR ⁽¹⁾	30	–	26	–
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute hors frais de recherche et d'exploration minières avant CIR ⁽¹⁾	107	2,8 %	127	2,8 %
Frais de développement capitalisés	29	0,8 %	44	1,0 %
TOTAL	136	3,5 %	171	3,8 %
Nombre de brevets déposés	27	–	51	–

(1) Crédit Impôt Recherche.

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

En prenant en compte les frais de développement capitalisés, le total des frais de Recherche et Développement s'élève à 136 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, soit 3,5 % du chiffre d'affaires de la période, stable par rapport à la même période de l'année précédente (3,8 % du chiffre d'affaires).

2.5.4 Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais généraux, commerciaux et administratifs s'établissent à 281 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en baisse de 6,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2013 quand le chiffre d'affaires baisse de 13,8 %. Rapportés au chiffre d'affaires, ils représentent ainsi 7,2 % du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2014 contre 6,6 % au 1^{er} semestre 2013.

2.5.5 Autres charges et autres produits opérationnels

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à - 287 millions d'euros sur le semestre, contre - 147 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Sur le 1^{er} semestre 2013, elles étaient essentiellement composées de provisions pour pénalités ou pour charges liées à la rupture anticipée de contrats d'approvisionnement long terme et à la rationalisation des sites immobiliers du groupe. Au 1^{er} semestre 2014, elles se composent principalement de la dépréciation des immobilisations en cours du projet Comurhex II, de dépréciations de frais de R&D immobilisés et de frais liés au report des travaux de mise en exploitation du site minier d'Imouraren.

Les autres produits opérationnels ressortent à 17 millions d'euros contre 54 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 où ils comprenaient principalement l'impact de la modification d'options de couvertures liées à des contrats d'exploitation.

2.5.6 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel publié du groupe s'élève à - 305 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre + 290 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

Le résultat opérationnel retraité¹ du groupe s'élève à - 280 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre + 290 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

2.5.7 Résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 *
Coût de l'endettement financier net	(101)	(97)
Autres charges et produits financiers	33	10
<i>Part liée aux opérations de fin de cycle</i>	116	105
Résultat financier sur portefeuille dédié	220	209
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	17	23
Effet des révisions d'échéanciers	0	0
Charges de désactualisation sur opérations de fin de cycle	(121)	(127)
<i>Part non liée aux opérations de fin de cycle</i>	(83)	(95)
Résultat sur cession de titres et variation de valeur des titres de transaction	0	1
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(31)	(32)
Dividendes reçus	0	0
Autres produits et charges	(52)	(64)
Résultat financier	(68)	(87)

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

Le résultat financier est de - 68 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre - 87 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Le coût de l'endettement financier net s'élève à - 101 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre - 97 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. L'évolution du résultat financier s'explique par la part liée aux opérations de fin de cycle qui s'améliore sur la période (116 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 105 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

2.5.8 Impôts sur les bénéfiques

Le produit d'impôt net atteint 38 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre une charge nette de 113 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

¹ Retraité des cessions d'actifs (Duisburg et Euriware)

2.5.9 Quote-part dans les résultats des coentreprises et entreprises associées

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 *	2013
ATMEA	(1)	(1)	(2)
ETC	(9)	(0)	(9)
MNF	(4)	(0)	(4)
Autres	6	8	7
Total	(8)	6	(13)

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

La quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées ressort à - 8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en baisse principalement en raison de la contribution négative d'ETC.

2.5.10 Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires s'élève à - 32 millions d'euros, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2013 où elle était de 52 millions d'euros.

2.5.11 Résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe s'élève à - 694 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre un résultat net part du groupe nul au 1^{er} semestre 2013.

2.5.12 Résultat global

Le résultat global s'élève à - 932 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre - 35 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Cette évolution s'explique principalement par la diminution du résultat net part du groupe, la contribution négative des minoritaires et des pertes actuarielles sur avantages du personnel des sociétés intégrées résultant de la baisse des taux d'actualisation utilisés par le groupe pour évaluer le passif afférent aux avantages au personnel.

2.6 Flux de trésorerie et variation de l'endettement net

2.6.1 Tableau de variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014
Endettement net début de période publié (31 décembre 2013)	(4 415)
Endettement net début de période retraité (31 décembre 2013)	(4 468)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	71
Cash-flow des opérations de fin de cycle	118
Acquisitions / cessions de VMP à plus de 3 mois	8
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	(1)
Financement des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(233)
Impact résultat financier	(111)
Impôts	(57)
Autres	(61)
Variation de l'endettement net	(266)
	30 juin 2014
Endettement (-) / trésorerie (+) net fin de période	(4 734)

2.6.2 Tableau des flux de trésorerie opérationnels groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013
Excédent brut d'exploitation opérationnel	226	487
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,8 %	10,8 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	10	3
Variation du BFR opérationnel	325	(75)
Investissements opérationnels nets	(490)	(573)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	71	(158)

2.6.3 Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité

(en millions d'euros)	EBE publié		Variation du BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cession publiés		Cash-flow opérationnel libre avant IS publié	
	S1 2014	S1 2013*	S1 2014	S1 2013*	S1 2014	S1 2013*	S1 2014	S1 2013*
BG Mines	159	311	(61)	128	(220)	(209)	(122)	232
BG Amont	196	91	(63)	8	(158)	(243)	(25)	(144)
BG Réacteurs et Services	(96)	(121)	209	(13)	(39)	(63)	73	(196)
BG Aval	63	306	77	19	(56)	(42)	83	282
BG Energies Renouvelables	(15)	(8)	(3)	(14)	(2)	(3)	(19)	(24)
Corporate et Autres	(81)	(92)	166	(204)	(15)	(13)	81	(308)
Total groupe	226	487	325	(75)	(490)	(573)	71	(158)

* : En application des normes IFRS 5, IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) retraité¹ est en repli par rapport au 1^{er} semestre 2013 passant de 487 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 à 256 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014. L'EBE publié passe de 487 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 à 226 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en baisse de 261 millions d'euros.

La variation du BFR opérationnel est positive, atteignant 325 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre - 75 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 bénéficiant notamment de l'augmentation de cessions sans recours de créances commerciales, dont la contribution nette a été de 145 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014.

Les investissements opérationnels bruts du groupe s'élèvent à 484 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre 574 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Ils ont été autofinancés par le cash-flow opérationnel généré par l'activité² au 1^{er} semestre 2014 (à hauteur de 72 % au 1^{er} semestre 2013). Au 1^{er} semestre 2014, le groupe a réalisé 47 % de ses investissements opérationnels bruts sur les sites implantés en France.

Les investissements opérationnels nets retraités¹ s'établissent à 481 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre 573 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts retraité¹ progresse de 256 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2013 (+ 98 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre - 158 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013). Le cash-flow opérationnel libre avant impôts publié s'établit à 71 millions d'euros.

2.6.4 Flux liés aux opérations de fin de cycle

Pour faire face à ses engagements de démantèlement, le groupe a constitué un portefeuille spécifique dédié au paiement des dépenses liées à ces opérations. La politique du groupe consiste à compenser les flux négatifs liés aux opérations de fin de cycle par des flux positifs générés par les dividendes ou la cession de titres détenus en portefeuille.

Au 1^{er} semestre 2014, les flux liés aux opérations de fin de cycle se sont élevés à + 118 millions d'euros contre - 21 millions d'euros au 30 juin 2013.

¹ Retraité des cessions d'actifs (Duisburg et Euriware)

² Avant investissements

2.6.5 Autres éléments de variation de l'endettement net

Les autres éléments de variation de l'endettement net s'élèvent à - 454 millions d'euros. Ils sont principalement composés des flux nets de trésorerie des activités destinées à être cédées ou arrêtées (- 233 millions d'euros), de décaissements d'impôts (- 57 millions d'euros) et de l'impact du résultat financier (- 111 millions d'euros).

2.7 Éléments bilanciaux

Le bilan simplifié compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté dans les annexes aux comptes consolidés.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013 *
Écarts d'acquisition nets	3 777	3 764
Immobilisations corporelles et incorporelles	11 322	11 241
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	6 193	6 256
Titres des coentreprises et entreprises associées	265	254
Autres actifs financiers non courants	272	261
Impôts différés (actifs – passifs)	1 271	1 099
Besoin en fond de roulement opérationnel	(1 801)	(1 319)
Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	481	643
Somme de l'actif du bilan simplifié	21 780	22 199
Capitaux propres et intérêts minoritaires	4 013	4 982
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 448	6 437
Autres provisions et avantages au personnel	4 960	4 779
Autres éléments d'actif et de passif	1 279	1 144
Passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	346	389
Endettement net	4 734	4 468
Somme du passif du bilan simplifié	21 780	22 199

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

2.7.1 Endettement financier, liquidité et actionariat

L'endettement financier net total du groupe s'élève à 4 734 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 4 468 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette hausse de l'endettement net s'explique principalement par les décaissements d'impôts (- 57 millions d'euros) et l'impact du résultat financier (- 111 millions d'euros) et par l'augmentation de la dette nette des activités destinées à être cédées ou arrêtées (- 233 millions d'euros), partiellement compensés par le cash-flow des opérations de fin de cycle (+ 118 millions d'euros) et par le cash-flow opérationnel libre des activités poursuivies (+ 71 millions d'euros).

Au 1^{er} semestre 2014, la liquidité du groupe a été renforcée par :

- une émission obligataire d'un montant total de 750 millions d'euros à 9 ans (échéance 2023) avec un coupon annuel de 3,125 %, le plus bas depuis le lancement du programme EMTN du groupe ;
- la mise en œuvre d'un financement de projet innovant, à recours limité, pour l'usine d'enrichissement Georges Besse II avec un syndicat de 10 banques pour 650 millions d'euros.

L'encours obligataire d'AREVA s'élève ainsi à 5,9 milliards d'euros au 30 juin 2014 et le groupe n'a pas d'échéance majeure de remboursement de dette avant 2016.

Au 30 juin 2014, le groupe disposait d'une trésorerie nette disponible¹ de 2 335 millions d'euros (contre 1 180 millions d'euros au 31 décembre 2013) et de lignes de crédit non-tirées pour un montant total supérieur à 2 milliards d'euros (crédit syndiqué de 1,25 milliard d'euros à échéance 2018 et lignes bilatérales de 795 millions d'euros à échéance 2015 à 2017).

2.7.2 Capitaux propres

Les capitaux propres sont en recul sur la période, passant de 4 982 millions d'euros au 1^{er} janvier 2014 à 4 013 millions d'euros au 30 juin 2014, en raison du résultat global négatif.

2.7.3 Besoin en fonds de roulement opérationnel

Le besoin en fonds de roulement opérationnel du groupe s'établit au 30 juin 2014 à - 1 801 millions d'euros contre - 1 319 millions d'euros au 31 décembre 2013. Par rapport au 30 juin 2013, il diminue de 1 221 millions d'euros, bénéficiant des actions d'optimisation menées dans tous les business groups.

2.7.4 Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle

L'évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 concernant les actifs et passifs pour opérations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 déc. 2013
ACTIF		
Actifs de fin de cycle	429	432
<i>Dont quote-part AREVA (restant à amortir) ⁽¹⁾</i>	234	233
<i>Dont quote-part des tiers ⁽²⁾</i>	195	199
Actifs financiers de couverture ⁽³⁾	5 998	6 057
PASSIF		
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 448	6 437
<i>Dont provisions à financer par AREVA</i>	6 253	6 238
<i>Dont provisions à financer par les tiers</i>	195	199

⁽¹⁾ Montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA, inclus dans le montant d'immobilisations corporelles du bilan

⁽²⁾ Montant de la provision devant être financée par les tiers.

⁽³⁾ Portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA.

Les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2014 s'élèvent à 6 448 millions d'euros, contre 6 437 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Les actifs de couverture relatifs à ces opérations de fin de cycle s'élèvent pour leur part à 6 427 millions d'euros au 30 juin 2014, dont 195 millions d'euros d'actifs de fin de cycle « part des tiers », 234 millions d'euros d'actifs de fin de cycle « part AREVA » restant à amortir, et 5 998 millions d'euros d'actifs financiers dédiés par AREVA à ces opérations (incluant les créances).

Au 30 juin 2014, sur le périmètre soumis à la Loi du 28 juin 2006, le ratio de couverture atteint 102 %.

¹ Trésorerie nette disponible : Trésorerie, équivalents de trésorerie minorés des dettes financières courantes

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7.5 Autres provisions et avantages au personnel

Le montant des autres provisions et avantages au personnel s'établit à 4 960 millions d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2013.

Le détail des autres provisions est fourni dans les notes 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.8 Revue des Business Groups

2.8.1 BG Mines

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Carnet de commandes	9 009	11 377	- 20,8 %
Chiffre d'affaires	457	802	- 43,0 %
Excédent Brut d'Exploitation	159	311	- 152 M€
% du chiffre d'affaires	34,8 %	38,7 %	- 4,0 pts
Résultat opérationnel	60	250	- 189 M€
% du chiffre d'affaires	13,2 %	31,1 %	- 17,9 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(122)	232	- 354 M€

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

Le carnet de commandes du BG Mines s'élève à 9 009 millions d'euros au 30 juin 2014. Dans un contexte de marché de l'uranium encore incertain, marqué par une baisse des prix de marché et de faibles volumes sur le marché spot, les prises de commandes ont été limitées au cours du semestre.

Le chiffre d'affaires du BG Mines s'élève à 457 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en baisse de 43,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2013 (- 40,9 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact négatif de 29 millions d'euros.

Cette évolution s'explique par :

- la forte baisse des volumes vendus (- 41 %) suite à l'achèvement, fin 2013, des ventes faites dans le cadre des accords dits « HEU » et aux opérations importantes de déstockage réalisées sur la même période en 2013 ;
- la diminution du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats par rapport au 1^{er} semestre 2013 en raison d'un mix contrats moins favorable sur la période.

Dans le BG Mines, l'EBE s'élève à 159 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 311 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Cette évolution s'explique notamment par :

- la forte baisse attendue des volumes vendus (- 41 %) suite à l'achèvement, fin 2013, des ventes dans le cadre des accords dits « HEU » et des opérations importantes de déstockage réalisées sur la même période en 2013 ;
- la diminution du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats par rapport au 1^{er} semestre 2013 où il avait bénéficié d'un mix contrats favorable ;
- un mix ressources défavorable sur la période.

Le résultat opérationnel du BG Mines s'élève à 60 millions d'euros, contre 250 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en baisse de 189 millions d'euros, principalement pour les mêmes raisons que l'EBE de ce BG. Au 1^{er} semestre 2014, il comprend 35 millions d'euros de frais liés au report des travaux de mise en exploitation du site d'Imouraren.

La variation du BFR opérationnel du BG Mines est négative de 61 millions d'euros (contre une contribution positive de 128 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 où il bénéficiait d'opérations importantes de déstockage).

Les investissements opérationnels nets du BG Mines s'élèvent à 220 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre 209 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Ils se concentrent sur les sites miniers du Canada et du Niger.

2.8.2 BG Amont

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Carnet de commandes	17 867	17 757	+ 0,6 %
Chiffre d'affaires	1 128	896	+ 25,9 %
Excédent Brut d'Exploitation publié	196	91	+ 106 M€
% du chiffre d'affaires	17,4 %	10,1 %	+ 7,3 pts
Excédent Brut d'Exploitation retraité ¹	213	91	+ 123 M€
% du chiffre d'affaires	18,9 %	10,1 %	+ 8,8 pts
Résultat opérationnel publié	21	64	- 43 M€
% du chiffre d'affaires	1,9 %	7,1%	- 5,2 pts
Résultat opérationnel retraité ¹	33	64	- 31 M€
% du chiffre d'affaires	2,9 %	7,1%	- 4,2 pts
Cash-flow opérationnel avant IS publié	(25)	(144)	+ 120 M€
Cash-flow opérationnel avant IS retraité ¹	(13)	(144)	+ 132 M€

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

Le carnet de commandes du BG Amont s'établit à 17 867 millions d'euros au 30 juin 2014. En plus de la contribution de l'Accord Traitement-Recyclage avec EDF, il a bénéficié de la signature de plusieurs contrats significatifs, parmi lesquels :

- deux contrats pour la fourniture d'uranium enrichi (offre intégrée) aux Etats-Unis et en Europe ;
- un contrat avec Vattenfall pour la fourniture des assemblages de combustible de 4 de ses 7 réacteurs en Suède sur la période 2016-2020 ;
- des contrats dans l'activité Enrichissement avec des électriciens européens ;
- des contrats pour la fourniture d'assemblages de combustible avec des électriciens américains.

Le chiffre d'affaires du BG Amont s'établit à 1 128 millions d'euros, soit une hausse de 25,9 % sur un an (+ 26,7 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact négatif de 6 millions d'euros.

- L'activité Chimie-Enrichissement est en forte croissance du fait :
 - d'une forte hausse des volumes vendus aux Etats-Unis, en France et en Asie dans l'enrichissement en parallèle de la montée en puissance de la production de l'usine Georges Besse II ;
 - d'une activité de conversion soutenue à destination de clients français et américains compensant largement la baisse de l'activité en Asie.
- Le chiffre d'affaires de la Business Unit (BU) Combustible est en forte hausse, bénéficiant d'un calendrier de livraisons favorable en France.

L'EBE retraité¹ du BG Amont s'élève à 213 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 91 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Cette forte hausse s'explique notamment par :

- la hausse de l'activité par rapport à la même période de 2013 ;
- la montée en puissance de l'usine d'enrichissement Georges Besse II ;

¹ Retraité des cessions d'actifs (Duisburg et Eurware)

- l'effet positif des plans d'amélioration de la performance dans l'ensemble des activités du BG.

Le résultat opérationnel retraité¹ du BG Amont s'élève à 33 millions d'euros, contre 64 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en baisse de 31 millions d'euros. Il comprend notamment des pertes de valeur pour un montant de 96 millions d'euros sur l'actif Comurhex II, comme suite au relèvement du coût à terminaison de la première phase de cet investissement.

La variation du BFR opérationnel du BG Amont est négative de 63 millions d'euros (contre 8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

Les investissements opérationnels nets du BG Amont s'établissent à 158 millions d'euros, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2013 (243 millions d'euros), conformément au rythme prévu de construction et de montée en puissance des installations d'enrichissement et de conversion.

2.8.3 BG Réacteurs et Services

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Carnet de commandes	8 372	7 730	+ 8,3 %
Chiffre d'affaires	1 501	1 705	- 12,0 %
Excédent Brut d'Exploitation	(96)	(121)	+ 25 M€
% du chiffre d'affaires	(6,4) %	(7,1) %	+ 0,7 pts
Résultat opérationnel	(174)	(117)	- 57 M€
% du chiffre d'affaires	(11,6) %	(6,9) %	- 4,7 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	73	(196)	+ 269 M€

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

Le carnet de commandes du BG Réacteurs et Services s'établit à 8 372 millions d'euros au 30 juin 2014. Au 1^{er} semestre 2014, l'activité commerciale a notamment été marquée par :

- un contrat d'offre globale couvrant la fourniture de combustibles et des services de maintenance et d'inspections en arrêts de tranches ;
- plusieurs contrats, dans le cadre du programme « Safety Alliance », pour la fourniture de systèmes d'amélioration de la sûreté destinés aux centrales existantes, notamment en Espagne pour les réacteurs d'Asco 1&2 et Vandellos 2. Les commandes cumulées s'élèvent au total à environ 640 millions d'euros ;
- plusieurs contrats, dans le cadre du programme « Forward Alliance », pour des opérations de modernisation du contrôle-commande des générateurs diesels de secours et des systèmes électriques de la centrale de Gösgen en Suisse et pour le remplacement de stators des réacteurs Kori 3&4 en Corée du Sud ;
- un contrat pour l'installation du système de contrôle-commande numérique sur une centrale en construction.

Le chiffre d'affaires du BG Réacteurs et Services s'établit à 1 501 millions d'euros, en retrait de 11,9 % (- 10,6 % à données comparables). L'effet périmètre a eu un impact négatif de 12 millions d'euros. L'effet de change a eu un impact négatif de 14 millions d'euros.

- Le chiffre d'affaires des activités de services à la base installée est en repli par rapport au 1^{er} semestre 2013 où il avait bénéficié d'une forte activité en France. De plus, l'activité de base installée est en baisse aux Etats-Unis et en Europe du fait d'une conjoncture de marché dégradée.

¹ Retraité des cessions d'actifs (Duisburg et Euraware)

- Le chiffre d'affaires des Grands Projets est en retrait par rapport au 1^{er} semestre 2013 et évolue en ligne avec l'avancement des grands chantiers EPR. La hausse du chiffre d'affaires associé aux projets Angra 3 (Brésil) et Flamanville 3 (France) ne permet pas de compenser la baisse du chiffre d'affaires attendue associé au projet Taishan (Chine). Par ailleurs, conformément aux dispositions du paragraphe 32 de la norme IAS 11 appliquées depuis le 2nd semestre 2013, aucun chiffre d'affaires n'a été comptabilisé au titre du projet Olkiluoto 3 (Finlande) au cours du semestre.

Dans le BG Réacteurs et Services, l'EBE est de - 96 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en progrès par rapport au 1^{er} semestre 2013 (- 121 millions d'euros). Cette évolution s'explique notamment par l'évolution du projet d'EPR Olkiluoto 3 et l'effort de maîtrise des coûts réalisé dans toutes les activités.

Le BG Réacteurs et Services affiche un résultat opérationnel de - 174 millions d'euros, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2013 (- 117 millions d'euros). Il comprend un complément de provision (90 millions d'euros) pour la perte à terminaison constituée durant les exercices précédents au titre d'un contrat de modernisation d'une centrale nucléaire. Celui-ci a été comptabilisé afin de tenir compte du report de la date d'achèvement du projet en raison de la complexité de l'environnement de travail, des demandes de modification de la configuration logicielle effectuées par le client et du report, à l'initiative du client, du planning de formation de ses opérateurs, aucune réclamation par AREVA auprès du client, au titre de ces éléments, n'étant prise en compte dans le montant de la provision complémentaire. Il comprend également des dépréciations de frais de R&D immobilisés et bénéficie d'une reprise de provision - montant positif - suite à l'accord intervenu avec Fortum concernant la résiliation d'un contrat de modernisation de la centrale de Loviisa (Finlande).

La variation du BFR opérationnel du BG Réacteurs et Services est positive de 209 millions d'euros (contre une contribution négative de 13 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013) notamment grâce à l'optimisation du poste clients.

Le BG Réacteurs et Services affiche un montant total d'investissements opérationnels nets de 39 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en recul par rapport à 2013 (63 millions d'euros).

2.8.4 BG Aval

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Carnet de commandes	9 621	5 742	+ 67,6 %
Chiffre d'affaires	695	977	- 28,9 %
Excédent Brut d'Exploitation	63	306	- 243 M€
% du chiffre d'affaires	9,0 %	31,3 %	- 22,3pts
Résultat opérationnel	(83)	228	- 312 M€
% du chiffre d'affaires	(12,0) %	23,3%	- 35,3 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	83	282	- 199 M€

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

Le carnet de commandes du BG Aval s'établit à 9 621 millions d'euros au 30 juin 2014, en forte hausse par rapport au 1^{er} semestre 2013, notamment en raison de l'entrée en carnet de l'Accord Traitement-Recyclage pour la période allant jusqu'en 2020 avec EDF.

Le chiffre d'affaires du BG Aval ressort à 695 millions d'euros, en baisse de 28,9 % (- 28,9 % à données comparables). L'effet périmètre a eu un impact positif de 6 millions d'euros. L'effet de change a eu un impact négatif de 5 millions d'euros.

- Le chiffre d'affaires de la direction des Opérations de Recyclage est en forte baisse sur la période. Malgré une forte activité dans nos installations de la Hague (en prévision d'arrêts programmés pour maintenance au 2nd semestre) et de Melox, cette évolution s'explique par :
 - une base de comparaison défavorable par rapport au 1er semestre 2013 où il avait bénéficié d'une forte activité dans le cadre de contrats pour des clients étrangers, conclus en vue de campagnes de fabrication de combustible MOX ;
 - l'impact ponctuel de l'accord trouvé avec EDF sur les conditions pour 2013-2020 de l'Accord Traitement-Recyclage, des concessions commerciales ayant été accordées à EDF en contrepartie d'une visibilité renforcée dans la durée et d'une augmentation des volumes
- Le chiffre d'affaires de la direction des Opérations de Logistique Nucléaire est en repli du fait d'une moindre activité de fourniture de solutions d'entreposage à sec aux Etats-Unis.

Le BG Aval enregistre un EBE de 63 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 306 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Cette forte baisse s'explique par :

- une base de comparaison défavorable par rapport au 1^{er} semestre 2013 où il avait bénéficié d'une forte activité dans le cadre de contrats pour des clients étrangers, conclus en vue de campagnes de fabrication de combustible MOX ;
- l'impact ponctuel de l'accord trouvé avec EDF sur les conditions pour 2013-2020 de l'Accord Traitement-Recyclage, en particulier en termes de concessions commerciales ;
- et ce malgré une forte activité dans nos installations de la Hague et Melox et une bonne maîtrise des coûts de production.

Le BG Aval enregistre un résultat opérationnel négatif de 83 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en forte baisse par rapport au 1^{er} semestre 2013 (228 millions d'euros), notamment à cause de l'impact ponctuel de l'accord conclu avec EDF sur les modalités pour 2013-2020 de l'Accord Traitement-Recyclage. A l'impact constaté au niveau de l'EBE, s'ajoute la perte de valeur d'actifs industriels de la Hague et Melox compte tenu des modalités de financement des investissements réalisés depuis 2013 sur ces sites agréées avec EDF.

La variation du BFR opérationnel du BG Aval est positive de 77 millions d'euros (contre une contribution positive de 19 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

Les investissements opérationnels nets du BG Aval s'établissent à 56 millions d'euros. Ils sont en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2013 (42 millions d'euros) du fait d'une hausse des investissements sur les installations de la Hague.

2.8.5 BG Energies renouvelables

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Carnet de commandes	40	78	- 48,1 %
Chiffre d'affaires	32	40	- 18,1 %
Excédent Brut d'Exploitation	(15)	(8)	- 7 M€
% du chiffre d'affaires	(45,5) %	(19,0) %	- 26,5 pts
Résultat opérationnel	(19)	(8)	- 10 M€
% du chiffre d'affaires	(58,5) %	(21,4) %	- 37,0 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(19)	(24)	+ 5 M€

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

Le carnet de commandes du BG Energies Renouvelables s'établit à 40 millions d'euros au 30 juin 2014.

Le chiffre d'affaires du BG Energies Renouvelables ressort à 32 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en repli de 18,1 % (- 18,1 % à données comparables) par rapport au 1^{er} semestre 2013 du fait d'une baisse de l'activité Bioénergies en Europe.

L'EBE du BG Energies Renouvelables s'élève à - 15 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, en recul par rapport au 1^{er} semestre 2013 (- 8 millions d'euros). Cette évolution s'explique par une performance moindre dans l'activité Bioénergies.

Le résultat opérationnel du BG Energies Renouvelables s'établit à - 19 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre - 8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

La variation du BFR opérationnel du BG Energies Renouvelables est négative de 3 millions d'euros (contre une contribution négative de 14 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

Les investissements opérationnels nets du BG Energies Renouvelables s'élèvent à 2 millions d'euros restant stables au 1^{er} semestre 2014 (3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

2.8.6 Corporate et Autres

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 *	Variation 2014/2013
Chiffre d'affaires	74	93	- 20,4 %
Excédent Brut d'Exploitation publié	(81)	(92)	+ 10 M€
Excédent Brut d'Exploitation retraité	(68)	(92)	+ 23 M€
Résultat opérationnel publié	(110)	(126)	+ 16 M€
Résultat opérationnel retraité	(97)	(126)	+ 29 M€
Cash-flow opérationnel avant IS publié	81	(308)	+ 389 M€
Cash-flow opérationnel avant IS retraité	96	(308)	+ 404 M€

* : En application des normes IFRS 10 et IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

2.9 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2014 sont :

- Le 7 juillet 2014, AREVA et Gamesa ont signé les accords engageants pour la création d'un leader mondial de l'éolien en mer.
- Le 10 juillet 2014, AREVA a remporté un contrat auprès de l'opérateur nucléaire ANAV (Espagne) pour équiper les réacteurs nucléaires des centrales d'Asco 1 et 2 et Vandellos 2 de systèmes FCVS (Filtered Containment Venting Systems) de ventilation filtrée de leurs enceintes.
- Le 16 juillet 2014, AREVA a remporté un contrat pour démanteler les deux réacteurs de recherche en Suède auprès de SVAFO, entreprise détenue par quatre opérateurs de centrales nucléaires suédois.
- AREVA a décidé, en juillet 2014, d'arrêter l'activité Energie solaire au terme des projets de construction en cours d'achèvement (sauf proposition de reprise complète à court terme) (cf. note 6).

2.10 Perspectives

Les éléments pris en compte pour réviser les perspectives financières sont les suivants :

Dans les activités récurrentes :

- Prolongation des travaux d'arrêt de tranche sur le contrat de modernisation de centrale en Europe du Nord
- Décalage dans le lancement des opérations de grands carénages en France
- Conjoncture de marché plus difficile qu'anticipée dans les activités Services à la Base Installée
- Concessions commerciales accordées à EDF dans le cadre de l'Accord Traitement-Recyclage avec EDF

Pour les nouveaux projets :

- Décalage dans le lancement de projets de nouvelles constructions à l'étranger
- Montée en puissance moins rapide qu'anticipée sur le projet Angra 3

Sur la base de ces éléments et à périmètre et change constants et hors effets de cessions :

Pour l'exercice 2014, AREVA se fixe pour objectifs :

- une baisse du chiffre d'affaires organique de 10 % ;
- une marge d'EBE d'environ 7 % du chiffre d'affaires ;
- des investissements bruts ramenés à 1,1 milliard d'euros ;
- un cash-flow opérationnel libre avant impôts proche de l'équilibre

Sur la période 2015-2016, AREVA se fixe pour objectifs :

- une croissance organique du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 à 5 % en moyenne par an ;
- une marge d'EBE d'environ 10-11 % du chiffre d'affaires en 2015 et d'environ 14-15 % du chiffre d'affaires en 2016 ;
- des investissements bruts inférieurs à 1,1 milliard d'euros par an en moyenne ;
- un cash-flow opérationnel libre avant impôts proche de l'équilibre en 2015 et nettement positif en 2016.

3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle – Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

ERNST & YOUNG AUDIT
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris La Défense 1

AREVA

Société Anonyme
Tour Areva
1 place Jean Millier
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés :

- La note 13 qui décrit les modalités de comptabilisation du contrat OL3 en application du paragraphe 32 de la norme IAS 11 à compter du second semestre 2013. En outre, cette note précise les conditions de réalisation de ce contrat et la sensibilité du résultat à terminaison aux risques juridiques, ainsi qu'aux modalités opérationnelles de fin de construction et d'essais jusqu'à la mise en service du réacteur.

- La note 13 qui expose les difficultés rencontrées dans l'exécution de contrats d'étude et de réalisation d'éléments d'un réacteur prototype expérimental, et le montant des surcoûts de l'ordre de 200 millions d'euros non pris en compte dans la perte à terminaison de ce contrat. Cette note décrit également les discussions en cours avec le client pour poursuivre le projet sans supporter ces surcoûts. La non-réalisation de cette hypothèse pourrait conduire à une hausse significative des provisions comptabilisées.
- La note 6 qui expose le traitement et l'incidence sur les comptes consolidés semestriels des activités destinées à être cédées ou abandonnées (activités éolienne et solaire, ainsi qu'une filiale spécialisée dans le stockage d'énergie).
- La note 8 qui expose les modalités de révision des provisions pour opérations de fin de cycle, et leur sensibilité aux hypothèses retenues en termes de coûts, de taux d'inflation et d'actualisation.
- La note 7 qui précise les éléments susceptibles d'affecter les conditions d'exploitation de la mine de Somair et donc sa valeur d'utilité retenue au 30 juin 2014 dans les comptes.
- La note 7 qui décrit la sensibilité aux évolutions du taux d'actualisation, et aux hypothèses retenues en matière de capacité et de prix de vente, de la valeur recouvrable des coûts immobilisés dans le cadre de la construction de l'usine Comurhex II.
- La note 1.2 relative aux nouvelles normes d'application obligatoire, et en particulier la norme IFRS 11 « Accords de partenariat » dont l'incidence sur les états financiers de l'exercice 2013 est exposée en note 20 de l'annexe.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

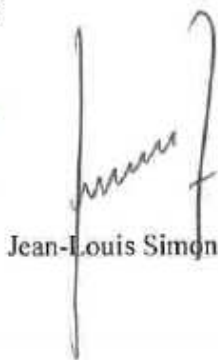
Paris-La-Défense,
le 31 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

MAZARS



Cédric Haaser



Jean-Louis Simon

ERNST & YOUNG AUDIT



Aymeric de La
Morandière



Jean Bouquot

4 Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2014

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes en annexe	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 *	Exercice 2013 *
Chiffre d'affaires		3 889	4 513	9 062
Autres produits de l'activité		4	6	26
Coût des produits et services vendus		(3 551)	(3 714)	(7 861)
Marge brute		341	806	1 227
Frais de recherche et développement		(96)	(123)	(273)
Frais commerciaux		(96)	(113)	(212)
Frais généraux et administratifs		(184)	(187)	(388)
Autres charges opérationnelles	3	(287)	(147)	(418)
Autres produits opérationnels	3	17	54	98
Résultat opérationnel		(305)	290	34
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	9	(8)	6	(13)
Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées		(313)	296	22
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		18	20	44
Coût de l'endettement financier brut		(119)	(116)	(257)
Coût de l'endettement financier net		(101)	(97)	(213)
Autres charges financières		(216)	(232)	(457)
Autres produits financiers		249	242	423
Autres charges et produits financiers		33	10	(35)
Résultat financier	4	(68)	(87)	(248)
Impôts sur les résultats	5	38	(113)	59
Résultat net d'impôt des activités poursuivies		(343)	96	(167)
Résultat net d'impôt des activités destinées à être cédées ou arrêtées	6	(384)	(43)	(256)
Résultat net		(726)	53	(423)
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies		(321)	41	(247)
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées		(373)	(41)	(246)
Résultat net part du groupe		(694)	0	(494)
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies		(21)	54	80
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées		(11)	(2)	(9)
Résultat net part des minoritaires		(32)	52	71
Nombre d'actions		383 204 852	383 204 852	383 204 852
Nombre moyen d'actions		383 204 852	383 204 852	383 204 852
Nombre moyen d'actions propres		806 667	4 462 770	2 614 543
Nombre moyen d'actions hors actions propres		382 398 185	378 742 082	380 590 309
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)		-0,84	0,11	-0,65
Résultat net part du Groupe par action		-1,81	0,00	-1,30
Résultat net part du Groupe par action dilué (1)		-1,81	0,00	-1,30

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital

* En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013 *	Exercice 2013 *
Résultat net	(726)	53	(423)
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat	(122)	44	71
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel des sociétés intégrées	(169)	68	93
Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	51	(24)	(18)
Quote-part des autres éléments non recyclables du résultat global des coentreprises et entreprises associées, nets d'impôts	(4)	-	(4)
Eléments non recyclables relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées, nets d'impôts	(0)	-	-
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat	(84)	(132)	(152)
Ecart de conversion des sociétés intégrées	(36)	(24)	(180)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(57)	(81)	108
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(11)	(46)	(15)
Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables	22	33	(56)
Quote-part des autres éléments recyclables du résultat global des coentreprises et entreprises associées, nets d'impôts	4	(16)	(30)
Eléments recyclables relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées, nets d'impôts	(7)	3	21
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(206)	(88)	(81)
Résultat global	(932)	(35)	(504)
- Part du Groupe	(863)	(82)	(562)
- Intérêts minoritaires	(69)	47	58

* En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

BILAN CONSOLIDE

ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes en annexe	30 juin 2014	31 décembre 2013 *
Actifs non courants		23 120	22 906
Goodwills sur entreprises intégrées	7	3 777	3 764
Immobilisations incorporelles	7	2 598	2 533
Immobilisations corporelles	7	8 724	8 708
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	8	195	199
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	8	5 998	6 057
Titres des coentreprises et entreprises associées	9	265	254
Autres actifs financiers non courants	10	272	261
Actifs d'impôts différés	5	1 291	1 129
Actifs courants		9 705	8 895
Stocks et en-cours		2 217	2 224
Clients et comptes rattachés		1 845	2 060
Autres créances opérationnelles		1 798	1 984
Impôts courants – actif		58	78
Autres créances non opérationnelles		109	105
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	3 070	1 692
Autres actifs financiers courants		128	110
Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	6	481	643
Total actif		32 825	31 801

* En application de la norme IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Notes en annexe	30 juin 2014	31 décembre 2013 *
Capitaux propres et intérêts minoritaires		4 013	4 982
Capital		1 456	1 456
Primes et réserves consolidées		2 500	3 198
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		(429)	(317)
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers		287	330
Réserves de conversion		(104)	(94)
Capitaux propres – part du Groupe		3 710	4 574
Intérêts minoritaires		303	408
Passifs non courants		15 899	14 279
Avantages du personnel	12	2 098	1 928
Provisions pour opérations de fin de cycle	8	6 448	6 437
Autres provisions non courantes	13	203	192
Quote-part de situation nette déficitaire des coentreprises et entreprises associées	9	55	44
Dettes financières non courantes	14	7 074	5 648
Passifs d'impôts différés	5	20	30
Passifs courants		12 913	12 541
Provisions courantes	13	2 659	2 659
Dettes financières courantes	14	735	512
Avances et acomptes reçus		4 684	4 513
Fournisseurs et comptes rattachés		1 726	1 762
Autres dettes opérationnelles		2 628	2 566
Impôts courants - passif		40	70
Autres dettes non opérationnelles		95	70
Passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	6	346	389
Total passif et capitaux propres		32 825	31 801

* En application de la norme IFRS 11, les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013 *	Exercice 2013 *
Résultat net de l'ensemble	(726)	53	(423)
Moins : résultat des activités destinées à être cédées ou arrêtées	384	43	256
Résultat net des activités poursuivies	(343)	96	(167)
Perte (profit) des coentreprises et entreprises associées	8	(6)	13
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	537	271	722
Perte de valeur des goodwill	-	-	4
Dotation nette (reprise nette) aux provisions	(149)	(154)	27
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	168	176	338
Charge d'impôts (courants et différés)	(38)	113	(59)
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	102	94	215
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(101)	(101)	(226)
Autres éléments sans effet de trésorerie	1	(22)	(54)
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées	1	3	12
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	187	470	823
Intérêts nets reçus (versés)	(41)	(42)	(200)
Impôts versés	(57)	(71)	(135)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	89	358	488
Variation du besoin en fonds de roulement	339	(68)	541
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	427	290	1 030
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(484)	(571)	(1 416)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(689)	(958)	(1 943)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	-	-	2
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4	-	6
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	784	923	1 976
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	(9)	-	5
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(395)	(605)	(1 371)
Augmentations de capital de la société mère et augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées			
Ventes/(Rachats) d'actions propres	(2)	43	44
Transactions avec les actionnaires minoritaires	-		37
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-		
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(1)	(33)	(33)
Augmentation (diminution) des dettes financières	1 506	(152)	202
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	1 503	(142)	250
Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le compte de résultat	8	181	211
Impact des variations de taux de change	11	(3)	(16)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR LES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ARRETEES	(247)	31	26
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	1 308	(248)	130
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	1 582	1 451	1 451
Trésorerie à la clôture	3 070	1 305	1 692
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(180)	(102)	(106)
Trésorerie nette des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(1)		(4)
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	2 890	1 204	1 582

* En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les états financiers du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 20.

La « Trésorerie nette » prise en compte pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie se compose :

- de la « Trésorerie et équivalents de trésorerie », (cf. note 11) qui inclut :
 - les disponibilités et comptes courants financiers, et
 - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. note 14).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes et Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Réserves de conversion	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
1^{er} janvier 2013*	378 601 362	1 456	3 659	(385)	286	57	5 074	382	5 456
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2013			0				0	52	53
Autres éléments du résultat global				43	(87)	(39)	(83)	(5)	(88)
Résultat global			0	43	(87)	(39)	(82)	47	(35)
Dividendes distribués (**)								(33)	(33)
Rachat d'actions propres	3 755 037		43				43		43
Augmentation de capital									
Autres transactions avec les actionnaires			(0)				(0)	(1)	(1)
30 juin 2013 *	382 356 399	1 456	3 703	(342)	199	18	5 034	395	5 429
1^{er} janvier 2014 *	382 432 527	1 456	3 198	(317)	330	(94)	4 574	408	4 982
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2014			(694)				(694)	(32)	(726)
Autres éléments du résultat global				(113)	(43)	(12)	(169)	(36)	(206)
Résultat global			(694)	(113)	(43)	(12)	(863)	(69)	(932)
Dividendes distribués (**)								(29)	(29)
Ventes/(rachats) d'actions propres	(111 062)		(2)				(2)		(2)
Autres transactions avec les actionnaires			(2)	1		3	1	(7)	(6)
30 juin 2014	382 321 465	1 456	2 500	(429)	287	(104)	3 710	303	4 013

* En application de la norme IFRS 11 au 1er janvier 2013, les états financiers de l'exercice 2013 et du premier semestre 2013 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

(**) Dividende distribué par action (en Euros) :
 en 2013 au titre de 2012 : néant
 en 2014 au titre de 2013 : néant

INFORMATION SECTORIELLE

Par secteur d'activité

1^{er} semestre 2014

en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate, Services Partagés, Ingénierie et Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires brut	462	1 189	1 523	828	33	(146)	3 889
Ventes inter - secteurs	(4)	(61)	(21)	(133)	(0)	220	-
Chiffre d'affaires contributif	457	1 128	1 501	695	32	74	3 889
EBE	159	196	(96)	63	(15)	(81)	226
% du CA brut	34,5%	16,5%	(6,3%)	7,5%	(45,0%)	n.a.	5,8%

1^{er} semestre 2013 (*)

en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate, Services Partagés, Ingénierie et Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires brut	873	983	1 730	1 132	40	(244)	4 513
Ventes inter - secteurs	(70)	(87)	(25)	(154)		336	-
Chiffre d'affaires contributif	802	896	1 705	977	40	93	4 513
EBE	311	91	(121)	306	(8)	(92)	487
% du CA brut	35,6%	9,2%	(7,0%)	27,0%	(19,0%)	n.a.	10,8%

Exercice 2013 (*)

en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate, Services Partagés, Ingénierie et Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires brut	1 800	2 229	3 361	2 163	69	(559)	9 062
Ventes inter - secteurs	(83)	(155)	(67)	(422)	(0)	727	-
Chiffre d'affaires contributif	1 717	2 074	3 293	1 742	68	168	9 062
EBE	647	296	(283)	532	(26)	(175)	991
% du CA brut	36,0%	13,3%	(8,4%)	24,6%	(37,3%)	n.a.	10,9%

(*) En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les informations sectorielles du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013 sont retraitées par rapport aux données publiées l'année précédente.

La part de chiffre d'affaires que le Groupe réalise avec un client (le groupe EDF) excède 10% de son chiffre d'affaires global sur les trois périodes présentées.

L'EBE (ou Excédent Brut d'Exploitation) est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (y compris les provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). Il est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice.

La définition de l'Excédent Brut d'Exploitation d'AREVA a été modifiée au 30 juin 2014 afin d'en exclure la totalité des éléments du résultat opérationnel sans effet de trésorerie dans un objectif de plus grande cohérence.

Chiffre d'affaires contributif par secteur d'activité et par zone de localisation des clients

1 ^{er} semestre 2014							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	121	491	733	474	15	61	1 894
Europe (hors France)	33	323	230	105	-	10	702
Amérique	73	223	312	76	13	-	697
Asie Pacifique	208	84	210	38	4	3	547
Afrique et Moyen orient	23	6	18	2	-	-	49
Total	457	1 128	1 501	695	32	74	3 889

1 ^{er} semestre 2013 (*)							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	195	418	746	465	1	76	1 901
Europe (hors France)	79	234	345	355	23	13	1 048
Amérique	108	124	308	111	11	-	663
Asie Pacifique	387	115	293	45	5	3	849
Afrique et Moyen orient	32	5	13	2	-	1	53
Total	802	896	1 705	977	40	93	4 513

Exercice 2013 (*)							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	383	784	1 521	932	7	135	3 760
Europe (hors France)	119	571	645	514	28	26	1 903
Amérique	311	356	581	213	25	-	1 486
Asie Pacifique	850	349	520	78	9	7	1 813
Afrique et Moyen orient	54	14	27	4	-	1	100
Total	1 717	2 074	3 293	1 742	68	168	9 062

(*) En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les informations sur le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013 sont été retraitées par rapport aux données publiées l'année précédente.

Informations complémentaires sur l'Allemagne et le Japon :

(En millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Allemagne		283	384
Japon		196	98

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.

NOTE 1 – Note sur les principes comptables

.1 Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2014, arrêtés par le Directoire du 28 juillet 2014, ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

.2 Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2013, à l'exception des effets de la première application des normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Accords de partenariat » et IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

AREVA applique ces normes à partir du 1^{er} janvier 2014, avec effet rétrospectif au 1^{er} janvier 2013.

- La norme IFRS 10, qui remplace la norme IAS 27, stipule que l'exercice du contrôle constitue le critère unique de consolidation d'une entité, donne la définition du contrôle et en détermine les critères constitutifs.
- La norme IFRS 11, qui remplace la norme IAS 31, définit la notion de contrôle conjoint et distingue deux catégories d'accords de partenariat en contrôle conjoint :
 - les activités conjointes, dans lesquelles chaque partenaire détient des droits sur les actifs et encourt des obligations sur les passifs relatifs à cette activité. Chaque partenaire comptabilise les actifs, passifs, produits et charges se rapportant à ses intérêts dans l'activité conjointe ;
 - les coentreprises, dans lesquelles les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Chaque coentrepreneur comptabilise ses intérêts dans la coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. La norme IFRS 11 supprime donc l'option autorisée par la norme IAS 31 pour la consolidation des coentreprises selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;
- La norme IAS 28 révisée définit la méthode de la mise en équivalence applicable à la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

L'application de la norme IFRS 10 n'a pas entraîné de modification dans le périmètre des sociétés qu'AREVA consolide suivant la méthode de l'intégration globale.

En particulier, le Groupe continue à ne pas consolider les Fonds Communs de Placement dédiés dont il détient la quasi-totalité des parts, car il considère que les critères de contrôle définis par la norme IFRS 10 ne sont pas remplis. En conséquence, les FCP dédiés sont comptabilisés comme des actifs financiers et sont inscrits au bilan sur une seule ligne, pour une valeur correspondant à la quote-part d'AREVA dans leur valeur liquidative à la date de clôture.

L'application de la norme IFRS 11 a entraîné l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises qui étaient auparavant consolidées par intégration proportionnelle. Sont notamment concernées les

coentreprises COMINAK (BG Mines), ETC (BG Amont), ATMEA et AREVA Dong Fang (BG Réacteurs et Services).

Conformément aux dispositions transitoires de cette norme, lorsqu'une coentreprise consolidée par intégration proportionnelle faisait partie d'une Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle un goodwill était attaché, une quote-part du montant du goodwill a été affectée à cette coentreprise au 1^{er} janvier 2013, date rétrospective de sa mise en équivalence, sur la base de leurs valeurs comptables relatives. Un montant de goodwill de 100 millions d'euros attaché à l'UGT Réacteurs et Services a ainsi été affecté à la coentreprise ATMEA. Cependant, la valeur recouvrable d'ATMEA n'étant pas en mesure de supporter ce goodwill, il a été intégralement déprécié dans le bilan retraité au 1^{er} janvier 2013 par contrepartie des capitaux propres.

La coentreprise ETC présente des capitaux propres négatifs au 1^{er} janvier 2013 et des résultats déficitaires au 30 juin et au 31 décembre 2013, ainsi qu'au 30 juin 2014. AREVA considère avoir une obligation implicite d'assurer la continuité de l'exploitation d'ETC ; en conséquence, et conformément aux dispositions de la norme IAS 28, AREVA reconnaît sa quote-part de capitaux propres négatifs d'ETC au passif de son bilan consolidé, et sa quote-part de résultat déficitaire dans son compte de résultat et dans son état de résultat global consolidés (cf. note 9).

Les incidences de la première application rétrospective de cette norme sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2013, ainsi que sur le compte de résultat et sur l'état du résultat global du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2013, sont détaillées dans la note 20.

AREVA présente la quote-part de résultat net des coentreprises et des entreprises associées dont l'activité se situe dans le prolongement des activités du Groupe, dans une rubrique du compte de résultat située immédiatement au-dessous du résultat opérationnel, et présente un nouveau solde intermédiaire intitulé : « Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées », conformément à la recommandation N° 2013-03 de l'Autorité des Normes Comptables française.

L'Union Européenne a publié le 13 juin 2014 l'interprétation IFRIC 21 « Prélèvements opérés par les autorités publiques », dont elle a fixé la date d'application obligatoire au premier exercice ouvert postérieurement à sa publication. AREVA n'a pas opté pour son adoption anticipée, et l'appliquera par conséquent à partir du 1^{er} janvier 2015. Cette interprétation concerne les taxes dues par une entité à une autorité publique en application de la réglementation, autres que celles entrant dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». IFRIC 21 précise que le fait générateur d'une taxe est constitué par la dernière activité qui la rend exigible ; l'application de cette interprétation aura pour conséquence de modifier le mode de comptabilisation de certaines taxes. En particulier, les taxes qui deviennent exigibles lorsque certaines conditions sont remplies à une date donnée seront comptabilisées pour la totalité de leur montant à cette date, sans pouvoir être étalée dans le temps. AREVA évalue cependant l'impact de l'application d'IFRIC 21 comme négligeable sur ses comptes annuels et peu significatif sur ses comptes semestriels.

Méthodes spécifiques liées à l'établissement des comptes intermédiaires

- AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge d'impôt de la période intermédiaire. Celle-ci est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.
- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent et ajustée pour tenir compte des modifications de régimes, réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a calculé la charge du 1^{er} semestre 2014 au titre du coût des services rendus de la période, la charge de désactualisation de la provision et le produit relatif au rendement attendu des actifs de couverture en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2013. Les modifications d'hypothèses actuarielles prises en compte pour l'évaluation des passifs sociaux au 30 juin 2014 sont comptabilisées en « Autres éléments du résultat global » pour la quasi-totalité de leur montant. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer ces engagements au 30 juin 2014 s'établit à 2,50% pour la zone Euro (contre 3,25 au 31 décembre 2013), et à 4,00% pour la zone Dollar (contre 4,50% au 31 décembre 2013).

NOTE 2 – Périmètre et faits marquants de la période

PERIMETRE

Cession d'EURIWARE SA et GROUPE EURIWARE

Le 7 mai 2014, AREVA et CAPGEMINI ont conclu des accords portant, d'une part, sur un partenariat commercial qui prend notamment la forme d'un grand contrat d'infogérance et d'intégration de systèmes, et, d'autre part, sur la reprise d'EURIWARE et de ses filiales par le groupe CAPGEMINI.

Création d'AREVA H2 GEN

Le 23 mai 2014, AREVA, SMART ENERGIES via sa filiale CETH₂ et l'ADEME ont annoncé la création de la coentreprise AREVA H2-Gen, visant à fabriquer des électrolyseurs par membrane à échange de protons.

FAITS MARQUANTS

L'accord de partenariat stratégique signé par l'État du Niger et AREVA le 26 mai 2014 prévoit de programmer les travaux de mise en exploitation du gisement d'IMOURAREN au plus tard le 1^{er} janvier 2017 en vue d'une mise en production le 31 mars 2020, sous réserves des conditions de marché de l'uranium naturel, et la mise en place d'un comité stratégique paritaire État du Niger/AREVA chargé d'analyser les conditions de marché. En contrepartie de la nouvelle programmation de la mise en exploitation d'IMOURAREN, AREVA s'est engagé à investir 100 millions d'euros, qui seront affectés aux infrastructures du pays. Ce montant a été immobilisé dans les comptes au 30 juin 2014 en immobilisations incorporelles, avec la constatation d'une dette d'un montant équivalent.

Une provision pour charges de 35 millions d'euros a par ailleurs été constituée au 30 juin 2014 sur la base de l'estimation des coûts non immobilisables liés au report des travaux de mise en exploitation (voir note 3).

AREVA et EDF ont conclu un accord sur les termes financiers du contrat de traitement-recyclage pour la période 2013-2020. Les termes de cet accord s'appliquent rétroactivement au 1^{er} janvier 2013 et sont pris en compte dans la clôture des comptes à fin juin 2014, pour un montant total de 95 millions d'euros correspondant à la réduction de la marge du contrat et à l'amortissement complémentaire d'actifs immobilisés au titre des usines de La Hague et Melox, compte tenu du mode de financement agréé avec EDF. La rédaction définitive du contrat doit être finalisée avec EDF d'ici au mois de novembre prochain. Si celle-ci devait avoir un impact sur les termes financiers, il serait pris en compte lors de la clôture des comptes de 2014.

Au cours du premier semestre 2014, AREVA a procédé, auprès d'établissements financiers, à des cessions sans recours de créances commerciales et fiscales pour des montants totaux respectifs de 260 millions d'euros à échéance 2014 et 124 millions d'euros à échéances étalées entre 2014 et 2017 (115 millions d'euros au 31 décembre 2013) ; AREVA ne conserve pas d'implication continue significative au titre de ces créances.

NOTE 3 – Autres charges et autres produits opérationnels

Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Coûts de restructuration et plans de cessation anticipée d'activité	(1)	(1)	
Perte de valeurs des goodwills			(4)
Perte de valeurs sur autres actifs	(156)		(160)
Résultat sur cession d'actifs non financiers	(1)	(3)	(6)
Autres charges opérationnelles	(129)	(144)	(248)
Total autres charges opérationnelles	(287)	(147)	(418)

Au 1^{er} semestre 2014, les pertes de valeur sur autres actifs correspondent essentiellement à la dépréciation des immobilisations en cours du projet COMURHEX II (cf. note 7) et des frais de R&D immobilisés.

En 2013, les pertes de valeur sur autres actifs comprennent principalement les dépréciations des actifs incorporels correspondant aux études préparatoires à la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium aux États-Unis (EREF), compte tenu de l'évolution défavorable des prévisions de prix à long terme dans l'enrichissement d'uranium et du coût moyen pondéré du capital utilisé pour le calcul de la valeur d'utilité, et en l'absence de partenaire capitalistique identifié pour mener à bien ce projet.

Au 1^{er} semestre 2014, les autres charges opérationnelles comprennent notamment :

- les frais liés au report des travaux de mise en exploitation du site minier d'IMOURAREN pour 35 millions d'euros,
- les pertes sur cessions d'actifs pour 24 millions d'euros
- des charges et dotations aux provisions liées à la rationalisation des sites immobiliers du Groupe principalement en France pour 19 millions d'euros

En 2013, les autres charges opérationnelles comprennent notamment :

- des dotations aux provisions pour pénalités ou pour charges liées à la rupture anticipée de contrats d'approvisionnement long terme pour 53 millions d'euros,
- des charges et dotations aux provisions liées à la rationalisation des sites immobiliers du Groupe principalement en France pour 35 millions d'euros.

Autres produits opérationnels

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Résultats sur cessions d'actifs non financiers			
Autres produits opérationnels	17	54	98
Total autres produits opérationnels	17	54	98

En 2013, les « autres produits opérationnels » comprennent principalement l'impact de la modification d'options de couvertures liées à des contrats d'exploitation.

NOTE 4 – Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Coût de l'endettement financier net	(101)	(97)	(213)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	18	20	44
Coût de l'endettement financier brut	(119)	(116)	(257)
Autres charges et produits financiers	33	10	(35)
<i>Part liée aux opérations de fin de cycle</i>	116	105	165
Résultat sur cessions de titres dédiés	102	103	231
Dividendes reçus	118	106	138
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	17	23	33
Dépréciation des titres	-	-	-
Effet des révisions d'échéanciers	-	-	4
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(121)	(127)	(241)
<i>Part non liée aux opérations de fin de cycle</i>	(83)	(95)	(200)
Résultat de change	6	3	-
Résultat sur cessions de titres et variation de valeur des titres de transaction	-	1	3
Résultat sur cession de titres d'entreprises associées	-	-	-
Dividendes reçus	-	-	2
Dépréciation d'actifs financiers	(1)	(7)	(21)
Intérêts sur avances contrats	(37)	(29)	(63)
Autres charges financières	(26)	(38)	(67)
Autres produits financiers	6	7	12
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(31)	(32)	(65)
Résultat financier	(68)	(87)	(248)

Au 30 Juin 2013 et au 30 Juin 2014, le résultat sur cession de titres compris dans la part liée aux opérations de fin de cycle n'inclut aucune reprise au titre de la dépréciation durable affectée aux titres cédés, contre 12 millions d'euros au 31 décembre 2013.

NOTE 5 – Impôts

Le produit d'impôt atteint 38 millions d'euros au premier semestre 2014

Le produit d'impôt du premier semestre 2014 a été calculé en appliquant sur le résultat avant impôt, hors cession de titres de la période, le taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice. Ce dernier s'établit à 8,7 % , incluant la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) nette de la déduction au taux de droit commun pour un montant de (35) millions d'euros. Hors CVAE, le taux effectif d'impôt estimé pour l'exercice est de 13,1 %.

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers et d'écarts actuariels sur avantages du personnel comptabilisés en capitaux propres s'élève à 73 millions d'euros au premier semestre 2014.

La variation des actifs d'impôts différés provient essentiellement de l'effet d'impôt des autres éléments du résultat global.

NOTE 6 – Éléments relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées

Les activités suivantes remplissent les critères fixés par la norme IFRS 5 pour être classées dans la catégorie « actifs et passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées » au 30 juin 2014 :

- Energie éolienne

Le 20 janvier 2014, AREVA et GAMESA sont entrés en négociations exclusives en vue de la création d'une coentreprise dans le domaine de l'éolien en mer. AREVA et GAMESA ont signé le 7 juillet 2014 des accords engageants pour la création de cette coentreprise, détenue à parts égales par les deux groupes. AREVA apportera des actifs évalués à 280 millions d'euros (incluant un fonds de roulement évalué à 70 millions d'euros, dont le montant sera confirmé lors de la réalisation de l'opération). GAMESA apportera des actifs évalués à 195 millions d'euros. La création effective de la coentreprise devrait intervenir au cours du quatrième trimestre 2014, sous réserve d'obtenir l'accord du gouvernement français et des autorités de la concurrence européenne. Compte tenu des règles de gouvernance agréées avec GAMESA, la future coentreprise sera mise en équivalence.

- Energie solaire

AREVA a poursuivi au premier semestre 2014 les démarches engagées en 2013 avec des partenaires potentiels, en vue de mettre en place un accord de partenariat stratégique ou une prise de participation au capital d'AREVA SOLAR. A fin juin 2014, AREVA a constaté que les conditions n'étaient pas réunies pour aboutir à la création d'une coentreprise avec un partenaire dans ce domaine avec des perspectives satisfaisantes de développement technologique et commercial à court-moyen terme. En conséquence, AREVA a décidé, en juillet 2014, l'arrêt de cette activité au terme des projets de construction en cours d'achèvement (sauf proposition de reprise complète à court terme). La totalité des immobilisations incorporelles et corporelles dédiées à cette activité a été intégralement dépréciée pour un montant total de 53 millions d'euros.

- Stockage d'énergie

AREVA a engagé au second semestre 2013 des démarches actives afin de rechercher des partenariats en vue de la création de coentreprise dans le domaine des solutions de stockage des énergies renouvelables. Ainsi, AREVA, SMART ENERGIES et l'ADEME ont annoncé le 23 mai 2014, la création de la coentreprise AREVA H2-GEN pour la production d'hydrogène par électrolyse PEM. AREVA poursuivra au second semestre 2014 la recherche de partenariat pour la création de coentreprises dédiées au développement du reste de ces activités dans le domaine du stockage d'énergie.

Le compte de résultat contributif des activités destinées à être cédées ou arrêtées est présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014
Chiffre d'affaires	59
Résultat opérationnel	(388)
Résultat financier	(4)
Impôts	8
Résultat net de la période	(384)
Part des minoritaires	11
Résultat net part groupe	(373)

Ces montants comprennent la contribution des Business Units Energie éolienne, Energie solaire et Stockage d'énergie, qui remplissent les critères fixés par la norme IFRS 5 pour être classés dans la catégorie « actifs et passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées » au 30 juin 2014 et constituent chacune une branche d'activité distincte et principale.

Le Résultat opérationnel inclut les dépréciations d'actifs immobilisés de l'activité Energie solaire mentionnées ci-dessus ainsi que des dotations aux provisions pour pertes à terminaison sur plusieurs contrats des activités Energie éolienne et Energie solaire

Au 30 juin 2014, le détail des postes composant les actifs et passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014
Actifs non courants	289
Goodwills sur entreprises intégrées	79
Immobilisations incorporelles & corporelles	193
Autres actifs financiers non courants	7
Actifs d'impôts différés	10
Actifs courants	192
Stocks et en-cours	41
Clients et autres créances opérationnelles	149
Impôts courants – actif	
Autres créances non opérationnelles	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1
Autres actifs financiers courants	
TOTAL ACTIF DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ARRETEES	481

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014
Passifs non courants	28
Avantages du personnel	
Autres provisions non courantes	
Dettes financières non courantes	10
Passifs d'impôts différés	17
Passifs courants	318
Provisions courantes	233
Dettes financières courantes	1
Avances et acomptes reçus	12
Fournisseurs et autres dettes opérationnelles	72
Impôts courants - passif	
Autres dettes non opérationnelles	
TOTAL PASSIF DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ARRETEES	346

Ces montants incluent les actifs et passifs des Business Units Energie éolienne, Energie solaire et Stockage d'énergie.

NOTE 7 – Goodwills et Immobilisations corporelles et incorporelles

GOODWILLS

L'évolution des goodwills est la suivante au 30 juin 2014 :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2013	Acquisitions	Cessions	Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	Ecarts de conversion et autres	Pertes de valeur	30 juin 2014
Mines	897				9		905
Amont	1 163						1 163
Réacteurs et services	1 436				1		1 437
Aval	225						226
Energies renouvelables	43				5	(1)	46
TOTAL	3 764	-	-	-	15	(1)	3 777

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2013	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements/ Pertes de valeur*	Ecarts de conversion	Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2014
Frais de recherches minières	1 053	64	(31)	(7)		(13)	1 067
Frais de R&D	709	30	(98)	3	(1)	13	656
Droits miniers	-	100					100
Concessions & brevets (hors Mines)	371		(18)			14	368
Logiciels	128	1	(17)			6	118
Immobilisations incorporelles en cours	157	40	(2)	(10)		(14)	172
Autres	115		(31)	1		33	119
TOTAL	2 533	236	(197)	(12)	(1)	39	2 598

* Dont 112 millions d'euros de pertes de valeur, comptabilisées sur le premier semestre au titre des immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2013	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements/ Pertes de valeur*	Ecarts de conversion	Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2014
Terrains	102		0			(2)	100
Constructions	1 127	9	(35)	(12)		32	1 120
Installations, matériels et outillage industriels	4 342	(5)	(234)	(3)		267	4 368
Actifs de démantèlement	233		(5)			6	234
Autres	477	8	(33)	(2)		7	456
En cours	2 428	380	(96)	(1)		(266)	2 445
TOTAL	8 708	392	(402)	(18)	-	44	8 724

* Dont 107 millions d'euros de pertes de valeur, comptabilisées sur le premier semestre au titre des immobilisations corporelles

Des tests de perte de valeur ont été préparés au 30 juin 2014 pour les actifs ayant subi des indices de dépréciation au cours du semestre écoulé.

Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) MINES D'URANIUM

Concernant le marché de l'uranium naturel, les prix spot et les prévisions de prix à long terme de l'uranium naturel établies par l'organisme UxC se sont dégradés de manière significative au cours du 1^{er} semestre : ainsi, les prévisions à 5 et 10 ans établies par cet organisme ont chuté de près de 30 % au cours des 6 derniers mois.

La valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels de l'UGT Mines d'uranium s'élève à 4,2 milliards d'euros au 30 juin 2014, dont 905 millions d'euros de goodwill.

La valeur d'utilité des activités minières est calculée en utilisant les données prévisionnelles de toute la période allant jusqu'au terme prévu des activités d'extraction des mines existantes et de leur commercialisation (soit jusqu'en 2069), sans prendre en compte d'année normative. Cette valeur d'utilité, évaluée en actualisant les cash-flows futurs prévisionnels au taux de 10% (identique au 31 décembre 2013) et sur la base d'un taux de change Euro / Dollar américain de 1,36 est supérieure à la valeur comptable et ne nécessite pas de dépréciation. Les cash-flows futurs ont été déterminés en utilisant, pour les ventes non encore contractualisées, la courbe prévisionnelle de prix établie par AREVA en lieu et place de la courbe établie par UxC, car l'analyse faite par la société de l'évolution prévisionnelle du prix de l'uranium entre 2020 et 2025, fondée notamment sur la vision d'AREVA en termes d'évolution de l'offre (mines d'uranium et ressources secondaires), d'une part, et de la demande d'uranium (liée à la consommation du parc mondial de centrales nucléaires à cet horizon et à la politique d'achat des électriciens concernés), diverge notablement de celle d'UxC.

Le résultat de ce test est conforté par l'évaluation de la valeur de revente potentielle des réserves et ressources minières d'AREVA, fondée sur des multiples de quantités d'uranium en terre déterminés à partir de transactions récentes et de la valorisation de sociétés minières d'uranium cotées jugées comparables à AREVA, ajustée à la baisse pour tenir compte des spécificités du portefeuille minier d'AREVA.

La valeur d'utilité des actifs de l'UGT Mines d'uranium resterait supérieure à leur valeur nette comptable en cas d'utilisation :

- d'un taux d'actualisation de 10,5% au lieu de 10%,
- d'un taux de change Euro / Dollar américain de 1,40 au lieu de 1,36,
- ou d'hypothèses de prix de vente sur les quantités contractualisées inférieures de 5 dollars par livre par rapport au scénario retenu (fondé sur les prévisions de prix à long terme de l'uranium établies par AREVA).

La valeur d'utilité estimée en utilisant les prévisions de prix établies par l'organisme UxC serait inférieure de 1,5 milliard d'euros environ à la valeur nette comptable des actifs de l'UGT Mines d'uranium.

Une variation significative des prix de vente serait cependant susceptible d'entraîner une révision des quantités d'uranium économiquement exploitables ainsi que des plannings de production.

ACTIFS MINIERES AU NIGER

IMOURAREN

Au 30 juin 2014, la valeur comptable des actifs incorporels et corporels immobilisés du projet Imouraren s'élève à 823 millions d'euros. Cette valeur est justifiée par la valeur de revente potentielle des réserves et ressources du gisement, estimée à 1,3 milliard d'euros sur la base d'une évaluation en multiple de quantité d'uranium en terre.

SOMAIR

Au 30 juin 2014, la valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels de SOMAIR s'élève à 193 millions d'euros.

L'accord de partenariat stratégique signé par l'État du Niger et AREVA le 26 mai 2014 prévoit que le renouvellement de la convention minière de SOMAIR se fera conformément à la loi minière n°2006-26 du 9 août 2006. Afin d'assurer la viabilité économique et financière et la continuité de cette société :

- un plan de réduction des coûts sera mis en œuvre,
- certains droits et créances dus par la société minière aux signataires de l'accord seront reportés,
- un mécanisme de neutralisation de la TVA sera mis en place par l'État du Niger.

Du fait de la dégradation des conditions de marché actuelles et prévisionnelles et de l'impact des conditions de la nouvelle convention minière, la valeur d'utilité des actifs de SOMAIR estimée en actualisant les cash flows futurs à un taux d'actualisation de 12% est inférieure de 150 millions d'euros à leur valeur nette comptable, en conservant inchangées les autres hypothèses du plan d'affaires de SOMAIR par rapport à celui utilisé pour ce calcul au 31 décembre 2013.

Toutefois, une remise à jour complète du plan d'affaires de SOMAIR est en cours et sera finalisée au second semestre 2014, intégrant les nouveaux paramètres fiscaux et de marché, ainsi que l'impact attendu des plans d'économies, dont découlera un plan de développement des actifs miniers avec un arbitrage entre rentabilité et durée de vie. Le calcul de la valeur d'utilité de SOMAIR sera actualisé sur la base de ce plan d'affaires remis à jour en vue de l'arrêté des comptes consolidés au 31 décembre 2014, pouvant mener le cas échéant à la comptabilisation à cette date d'une perte de valeur partielle ou totale de cet actif.

USINE COMHUREX II

Le coût de construction de la première phase de l'usine de conversion de l'uranium COMURHEX II a été revu à la hausse à hauteur de 95 millions d'euros au cours de la période.

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles en cours de construction, évaluée au 30 juin 2014 en utilisant un taux d'actualisation de 7,25 % (contre 7,00 % au 31 décembre 2013), et des hypothèses de prix de vente des unités de conversion résultant de l'analyse par AREVA de l'évolution prévisible à moyen et long terme de l'équilibre entre l'offre et la demande, s'élève à 458 millions d'euros, inférieure de 96 millions d'euros à leur valeur comptable. L'analyse sur laquelle sont fondées les hypothèses de prix de vente est inchangée par rapport au 31 décembre 2013. Elle fera l'objet d'une actualisation au second semestre 2014.

En conséquence, cet actif a fait l'objet d'une dépréciation de 96 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les données prévisionnelles utilisées pour ce projet reposent sur l'hypothèse d'une montée en capacité de production de l'usine COMURHEX II de 15.000 à 21.000 tonnes par an postérieurement à l'horizon du plan « Action 2016 ».

L'utilisation d'un taux d'actualisation de 7,75% au lieu de 7,25% aurait pour conséquence une dépréciation additionnelle des immobilisations en cours de COMURHEX II de 88 millions d'euros.

La prise en compte de prix de vente des unités de conversion inférieures de 5% aux hypothèses utilisées pour la préparation du test aurait pour conséquence une dépréciation additionnelle de 115 millions d'euros.

Enfin, une hypothèse de limitation de la capacité de production à terme à 15 000 tonnes au lieu de 21 000 tonnes par an conduirait à une dépréciation intégrale de cet actif. Une étude sur l'optimisation du calendrier d'achèvement de la première phase de l'usine COMURHEX II et sur l'hypothèse de la montée en capacité de production à 21.000 tonnes par an est en cours ; elle sera finalisée au second semestre.

NOTE 8 – Opérations de fin de cycle

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013	PASSIF	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actifs de fin de cycle quote-part AREVA (1)	234	233			
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	6 193	6 256	Provisions pour opérations de fin de cycle	6 448	6 437
- actifs de fin de cycle quote-part des tiers (2)	195	199	- financées par les tiers (2)	195	199
- Actifs financiers de couverture (3)	5 998	6 057	- financées par AREVA	6 253	6 238

¹ : montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA

² : montant de la provision devant être financée par les tiers

³ : portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA

ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE DES OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Ce poste comporte les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Créances liées aux opérations de fin de cycle	718	705
Portefeuille dédié	5 280	5 352
Total	5 998	6 057

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent notamment aux créances sur le CEA résultant de la signature en Décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et de Cadarache et des coûts de reprise et conditionnement des déchets de l'usine UP2 400.

La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
En valeur de marché		
Actions cotées	1 281	1 441
FCP actions	1 098	991
FCP Obligataires et monétaires	2 126	2 172
FCP non cotés	73	68
En coût amorti		
Obligations et FCP Obligataires détenus jusqu'à échéance	702	680
Total portefeuille de titres dédiés	5 280	5 352
Créances liées aux opérations de fin de cycle	718	705
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE	5 998	6 057

PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Démantèlement des installations nucléaires	4 693	4 685
Reprise et conditionnement des déchets	1 755	1 752
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 448	6 437

Il n'y a pas eu de révision significative des devis au cours du premier semestre. Les taux d'actualisation et d'inflation utilisés pour actualiser les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2014 s'élevaient respectivement à 4,75% et 1,9%, sans changement par rapport au 31 décembre 2013. Le dispositif réglementaire fixant le plafond du taux d'actualisation étant actuellement en cours de révision, les ministres concernés ont, par courrier daté du 14 mai 2014, accordé à AREVA un délai de 6 mois pour appliquer un taux conforme au dispositif en vigueur. Le taux résultant de l'application du dispositif réglementaire s'établirait à 4,45%.

Au 30 juin 2014, l'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 0,25 % au taux utilisé avec un taux d'inflation identique au taux utilisé aurait eu pour effet d'augmenter le montant des provisions pour opérations de fin de cycle entrant dans le champ d'application de la loi du 28 juin 2006 d'environ 275 millions d'euros, dont la contrepartie serait une charge financière pour environ un tiers de ce montant, et une augmentation de l'actif de fin de cycle quote-part AREVA pour environ deux tiers de ce montant.

Conformément à la loi du 28 juin 2006, la Direction générale de l'énergie et du climat a confié à un groupe de travail la mission de réaliser une nouvelle évaluation du coût du stockage géologique en profondeur. Ce groupe de travail animé par la DGEC réunit des représentants de l'ANDRA, et, à titre consultatif, d'AREVA, du CEA, d'EDF et de l'ASN. Dans ce cadre, l'ANDRA a réalisé depuis 2012 des études d'esquisse et a analysé les optimisations techniques proposées par les producteurs. La coopération mise en place entre l'ANDRA et les producteurs permet des échanges techniques construits dans l'objectif d'une optimisation de la conception du stockage et de son exploitation.

Sur cette base, l'ANDRA a établi un premier document provisoire de chiffrage consolidé transmis à AREVA le 21 juillet 2014 sur la base duquel va s'engager, sous l'égide de la DGEC, une nouvelle phase de concertation notamment sur les méthodes d'intégration des risques, opportunités et incertitudes et sur les coûts unitaires sur lesquels des divergences significatives existent entre l'ANDRA et les producteurs.

A l'issue de cette nouvelle phase d'échanges, l'évaluation des coûts devra également prendre en compte les recommandations de l'ASN et de la Commission Nationale d'Evaluation. Enfin, après consultation des producteurs de déchets et de l'ASN, le ministre chargé de l'Energie devrait arrêter l'évaluation de ces coûts et la rendre publique au deuxième semestre 2014. Si cette évaluation arrêtée par le ministre chargé de l'Energie devait s'écarter des estimations d'AREVA, le Groupe en traduirait les effets dans ses comptes.

Pour information, un relèvement de 1 milliard d'euros (en conditions économiques 2003) du devis du centre de stockage profond aurait un impact de 26 millions d'euros sur la provision fin de cycle du Groupe, à clé de répartition entre producteurs inchangée.

NOTE 9 – Informations relatives aux coentreprises et entreprises associées

TITRES DES COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

(en millions d'euros)	30 juin 2014					31 décembre 2013
	% contrôle	Quote-part de résultat	Quote-part de situation nette	Goodwill net	Valeur à l'actif	
Coentreprises						
ATMEA	50%	(1)	53	0	53	54
Autres Coentreprises		5	64	4	68	55
Total coentreprises		4	117	4	121	109
Entreprises Associées						
MNF	30%	(4)	33	62	94	94
Autres Entreprises Associées		1	46	4	50	50
Total Entreprises Associées		(3)	79	66	144	145
Total		1	196	69	265	254

QUOTE PART DE SITUATION NETTE DEFICITAIRE DES COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

(en millions d'euros)	30 juin 2014					31 décembre 2013
	% contrôle	Quote-part de résultat	Quote-part de situation nette	Goodwill net	Valeur au passif	
Coentreprises						
ETC	50%	(9)	55	-	55	44

NOTE 10 – Autres actifs financiers non courants

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Titres disponibles à la vente	91	105
Créances rattachées à des participations	5	1
Autres actifs financiers non courants	70	69
Dérivés sur opérations de financement	106	86
Total	272	261

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actions cotées (en valeur de marché)		
- Alcatel	7	8
- Japan Steel	15	20
- Autres titres cotés	9	13
Titres de participation non cotés	60	64
Total	91	105

NOTE 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Équivalents de trésorerie	435	205
Disponibilités et comptes courants financiers	2 635	1 487
Valeur nette	3 070	1 692

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués par des titres de créances négociables à court terme et d'OPCVM.

NOTE 12 – Avantages du personnel

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe pour évaluer les passifs afférents aux avantages au personnel ont baissé de 75 points de base en zone Euro, et de 50 points de base aux Etats-Unis par rapport au 31 décembre 2013, pour s'établir à 2,5% et 4,0%, respectivement. L'impact global de ce changement d'hypothèse financière entraîne une augmentation de 218 millions d'euros des passifs.

Après prise en compte des effets des changements d'hypothèses démographiques, d'écarts d'expérience et de rendement des actifs de couverture, les « autres éléments du résultat global » ont été ajustés d'une charge nette de 170 millions d'euros, conformément aux dispositions de la norme IAS19 révisée.

NOTE 13 – Autres provisions

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration d'uranium	202	191
Autres	1	1
Autres provisions non courantes	203	192
Restructurations et plans sociaux	32	34
Provisions pour assainissement courant	186	220
Provisions pour garanties données aux clients	125	79
Provisions pour pertes à terminaison	940	1 050
Travaux restant à effectuer	912	872
Autres	465	404
Provisions courantes	2 659	2 659
Total Autres Provisions	2 862	2 851

Provisions pour pertes à terminaison

▪ Contrat de construction de l'EPR d'Olkiluoto 3

La réalisation de l'EPR d'Olkiluoto 3 (« le Projet ») donne lieu depuis plusieurs années à des différends constants et importants avec TVO (« le Client ») qui trouvent essentiellement leur origine dans la manière dont ce dernier applique le contrat et manque au respect de ses obligations. Cette situation constitue, depuis le début du Projet, un facteur de perturbation très important, en particulier au moment où celui-ci aborde les phases d'achèvement de la construction, les essais précédant la mise en service du réacteur, qui nécessitent une coopération étroite avec le Client et une prise en main progressive de la centrale par celui-ci.

Sur le plan juridique, le Consortium AREVA – Siemens (« le Consortium ») continue à faire valoir ses droits dans le cadre de la procédure d'arbitrage engagée en 2008.

- Ainsi, la réclamation du Consortium au titre de la réparation de son préjudice porte sur un montant total de 2,7 milliards d'euros. Aucun produit n'est reconnu au titre de cette réclamation.
- La réclamation de TVO s'élève à 1,8 milliard d'euros environ. Aucune provision n'est constituée au titre de cette réclamation. En effet, le Consortium et ses conseils estiment toujours que les allégations de faute grave et intentionnelle exposées par TVO à l'encontre du Consortium dans cette réclamation restent dénuées de fondement.
- Selon le calendrier de la procédure d'arbitrage, le tribunal arbitral devrait rendre une décision courant 2015 sur certains sujets spécifiques sans lien avec le quantum des demandes des parties.

Sur le plan opérationnel, au premier semestre 2014, le Consortium s'est focalisé sur les activités de son chemin critique incluant les domaines suivants :

- La finalisation des études de détail permettant le démarrage des essais du contrôle-commande en plateforme. Cette activité constitue actuellement le chemin critique du Projet.
- Le démarrage, comme prévu, des tests des systèmes du contrôle-commande en plateforme à Erlangen en Allemagne le 1er avril 2014, précédant leur envoi sur le site d'Olkiluoto 3 pour le lancement des phases d'essais opérationnelles.
- La finalisation des documents détaillés de l'architecture du contrôle-commande ayant permis en parallèle d'obtenir une approbation de la part de STUK au mois d'avril également. Cette approbation est une étape primordiale du processus global de validation de l'architecture, la prochaine étape correspondant à l'achèvement des essais du contrôle-commande en plateforme et étant formalisée par un accord de STUK pour envoi sur le site des armoires automates de contrôle-commande.

En parallèle, les activités suivantes ont été marquées par des progrès sensibles au cours du semestre :

- Activités de gestion de configuration liées au traitement des modifications et poursuite de la résolution des points techniques ouverts pendant les phases précédentes ;
- Activités d'installation électromécaniques en particulier au niveau des bâtiments diesels et des courants faibles et de finitions sur le site.
- Activités d'essais (non liées au contrôle-commande) dont le niveau d'avancement est de 25%, incluant notamment la réalisation avec succès du test d'étanchéité de l'enceinte de confinement du bâtiment réacteur en février 2014. Les autres activités d'essais ont été principalement réalisées sur les équipements de manutention du combustible et au niveau de la distribution électrique de puissance.

Depuis fin 2013, le Projet aborde une phase nécessitant une coopération renforcée et prévue dans le contrat entre l'exploitant TVO et le Consortium pour préparer et réaliser toutes les activités d'essais et de mise en service de façon concertée. AREVA a déploré, une nouvelle fois, une insuffisante volonté de coopérer et un manque d'engagement de la part de TVO pour aborder ces phases finales du Projet.

Toutefois, suite aux efforts déployés par AREVA, des discussions se sont engagées entre les parties afin de déterminer d'un commun accord les conditions nécessaires pour permettre un achèvement du projet dans un calendrier optimisé et un niveau de risque mesuré.

Sur le plan comptable, en vertu de l'application à ce contrat, depuis le second semestre de l'exercice 2013, du paragraphe 32 de la norme IAS11, les coûts encourus au 1^{er} semestre 2014 n'ayant pas participé efficacement à l'avancement technique du chantier ont été passés en charge à hauteur de 72 millions d'euros. Il s'agit principalement d'une partie des coûts associés au contrôle-commande et aux essais ainsi que les coûts de préservation du site, de réapprovisionnement de pièces et des heures d'ingénierie pour réviser la documentation suite aux demandes de modifications de STUK et TVO. La perte à terminaison comptabilisée au 30 juin 2014 s'élève désormais à 3,9 milliards d'euros.

AREVA reprendra la comptabilisation du contrat OL3 conformément à la méthode de l'avancement (paragraphe 22 de la norme IAS 11) lorsqu'il sera à nouveau en situation d'évaluer avec une fiabilité suffisante les coûts à terminaison du contrat, ce qui nécessite non seulement un planning commun établi et officiel entre les parties mais également un réel engagement de TVO sur son implication en tant que futur exploitant du réacteur durant les phases d'essais et de mise en service de la centrale. Ces conditions ne sont pas remplies au 30 juin 2014.

▪ **Contrat de modernisation d'une centrale nucléaire**

AREVA rencontre des difficultés dans l'exécution d'un contrat d'extension de vie et d'augmentation de puissance d'une centrale nucléaire. Ce contrat avait déjà fait l'objet de la comptabilisation d'une provision pour perte à terminaison pour un montant total de 424 millions d'euros, au 31 décembre 2013, au vu des contraintes techniques et de calendrier du contrat et des évolutions du périmètre du contrat à l'initiative du client et afin de tenir compte de l'évolution des coûts suite aux premiers mois de réalisations depuis le début de l'arrêt de tranche.

Au 30 juin 2014, un complément de 90 millions d'euros à la provision pour perte à terminaison a été comptabilisé afin de tenir compte du report de la date d'achèvement du projet en raison de la complexité de l'environnement de travail, des demandes de modification de la configuration logicielle effectuées par le client et du report, à l'initiative du client, du planning de formation de ses opérateurs, aucune réclamation par AREVA auprès du client, au titre de ces éléments, n'étant prise en compte dans le montant de la provision complémentaire.

▪ **Contrats d'étude et de réalisation d'un réacteur expérimental**

AREVA rencontre des difficultés dans l'exécution de contrats d'étude et de réalisation d'éléments d'un réacteur prototype expérimental, résultant notamment de demandes d'évolution par le client, de certaines spécifications techniques et de la défaillance de fournisseurs. Ces contrats ont déjà fait l'objet de la comptabilisation de provisions pour perte à terminaison en 2011 et 2012. Au 30 juin 2014, le solde non consommé de ces provisions représente 45 millions d'euros.

Au premier semestre 2014, les discussions qu'AREVA a commencé à engager courant 2013 avec son client ont permis de converger sur un nouveau planning et sur l'estimation des surcoûts à terminaison prévisibles sur le périmètre des contrats d'AREVA de l'ordre de 200 millions d'euros, intégrant une hypothèse de matérialisation de certains aléas. Le coût d'un délai de 12 mois supplémentaires, au niveau de mobilisation actuel de l'ingénierie et des équipes projet déployées pour l'exécution de ces contrats, peut être estimé à environ 50 millions d'euros.

Les discussions entre AREVA et son client ont été suspendues en raison d'un audit sur l'état du projet diligenté par l'Etat au deuxième trimestre 2014, dont les conclusions ont été rendues fin juin. Ces discussions ont récemment repris avec pour objectif un aboutissement au second semestre 2014. AREVA souhaite trouver avec son client une solution contractuelle et financière lui permettant de poursuivre l'exécution du projet avec pour objectif de ne pas subir de nouvelles pertes. A la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2014, l'issue de ces discussions n'est pas encore connue.

Dans ce contexte, aucune provision complémentaire n'a été comptabilisée au titre de ces contrats au 1^{er} semestre 2014. La provision pour pertes à terminaison relative à ces contrats sera actualisée au second semestre 2014 en fonction de l'aboutissement des discussions avec le client.

NOTE 14 – Dettes financières

<i>(En millions d'euros)</i>	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2014	31 décembre 2013
Avances rémunérées	92		92	91
Emprunts auprès des établissements de crédits et billets de trésorerie	1 060	425	1 484	734
Emprunts obligataires*	5 907	108	6 016	5 174
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs		180	180	106
Instruments financiers dérivés		15	15	33
Dettes financières diverses	15	7	22	21
TOTAL Dettes Financières	7 074	735	7 809	6 160
<i>Dont crédit bail</i>	8	5	13	18

* après gestion des risques de taux

Emprunts auprès des établissements de crédits et billets de trésorerie

Cette rubrique comprend au 30 juin 2014 :

- un encours de billets de trésorerie de 340 millions d'euros ;
- des emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement d'un montant total de 400 millions d'euros contractés pour moitié en 2008 et le restant en 2009, à échéance 2015 et 2016, respectivement ;
- un emprunt syndiqué auprès de 10 banques pour 650 millions d'euros contracté en 2014 et à échéance 2024.

Emprunts obligataires

Date d'émission	Valeur au bilan <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Nominal <i>(en millions de la devise)</i>	Taux nominal	Echéance
23 Septembre 2009	1 000	EUR	966	3,875%	2016
23 Septembre 2009	1 040	EUR	1 000	4,875%	2024
06 Novembre 2009	777	EUR	750	4,375%	2019
22 Septembre 2010	759	EUR	750	3,5%	2021
05 Octobre 2011	395	EUR	398	4,625%	2017
14 Mars 2012	397	EUR	400	4,625%	2017
04 Avril 2012	198	EUR	200	TEC10+2,125%	2022
04 Septembre 2013	523	EUR	500	3,25%	2020
20 Septembre 2013	58	JPY	8 000	1,156%	2018
20 Mars 2014	760	EUR	750	3,125%	2023
Total	5 907				

Garanties et covenants

L'emprunt syndiqué de 650 millions d'euros, à échéance juin 2024, est adossé à certains revenus futurs de l'usine d'enrichissement Georges Besse II. A ce titre, il comporte des nantissements de créances futures et comprend un « covenant » rapportant les flux de trésorerie au service de la dette et conditionnant les paiements à AREVA (dividendes et remboursements de prêts).

NOTE 15 – Informations complémentaires sur les instruments financiers

Actifs financiers détaillés par catégorie

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan	Actifs et passifs non financier s	Prêts et créances	Juste valeur par résultat	Actifs disponibl es à la vente	Actifs détenus jusqu'à échéanc e	Instrume nts dérivés	Juste valeur des actifs financier s
Actifs non courants	23 120	16 852	791		4 669	702	106	6 365
Goodwills sur entreprises intégrées	3 777	3 777						
Immobilisations incorporelles	2 598	2 598						
Immobilisations corporelles	8 724	8 724						
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	195	195						
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	5 998		718		4 578	702		6 095
Titres des coentreprises et entreprises associées	265	265						
Autres actifs financiers non courants	272	2	73		91		106	271
Actifs d'impôts différés	1 291	1 291						
Actifs courants	9 705	5 031	4 510	27			137	4 674
Stocks et en-cours	2 217	2 217						
Clients et comptes rattachés	1 845	906	939					939
Autres créances opérationnelles	1 798	1 286	403				109	512
Impôts courants – actif	58	58						
Autres créances non opérationnelles	109	82	27					27
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 070	2	3 067	2				3 069
Autres actifs financiers courants	128		74	26			28	128
Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	481	481						
Total actif	32 825	21 882	5 302	27	4 669	702	243	11 040

Le tableau ci-dessous présente la répartition par niveaux des instruments financiers évalués à la juste valeur par le Résultat et par les Capitaux Propres :

Niveau 1 : évaluation à partir de cotations sur un marché actif,

Niveau 2 : évaluation en l'absence de cotations sur un marché actif mais à partir d'éléments observables se rapportant à cet actif ou à ce passif,

Niveau 3 : évaluation à partir de critères qui ne sont pas basés sur des éléments observables

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs non courants	5 408	146	19	5 574
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	5 377			5 377
Autres actifs financiers non courants	32	146	19	197
Actifs courants	27	137		164
Autres créances opérationnelles		109		109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2			2
Autres actifs financiers courants	26	28		53
Total actif	5 436	283	19	5 738

Analyse des actifs classés en niveau 3

(en millions d'euros)	Montants au 31 décembre 2013	Acquisitions	Cessions	Autres	Montants au 30 juin 2014
Autres actifs financiers non courants	64	3	-	(48)	19

La participation d'AREVA dans la société EURONIMBA était valorisée au 31 décembre 2013 au niveau 3 en l'absence de perspectives de cession à court terme en les valorisant au coût historique. Elle a été reclassée du niveau 3 au niveau 2, au 30 juin 2014, sur la base d'un prix de vente estimé dans le cadre de négociations avec de potentiels acquéreurs de cette société.

Passifs financiers détaillés par catégorie

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES (en millions d'euros)	Valeur au bilan	Actifs et passifs non financiers	Passifs au coût amorti	Juste valeur par résultat	Instruments dérivés	Juste valeur des passifs financiers
Capitaux propres et intérêts minoritaires	4 013	4 013				
Capital	1 456	1 456				
Primes et réserves consolidées	2 500	2 500				
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(429)	(429)				
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	287	287				
Réserves de conversion	(104)	(104)				
Intérêts minoritaires	303	303				
Passifs non courants	15 899	8 825	7 074			7 462
Avantages du personnel	2 098	2 098				
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 448	6 448				
Autres provisions non courantes	203	203				
Quote-part de situation nette déficitaire des coentreprises et entreprises associées	55	55				
Dettes financières non courantes	7 074		7 074			7 462
Passifs d'impôts différés	20	20				
Passifs courants	12 913	9 031	3 821		61	3 883
Provisions courantes	2 659	2 659				
Dettes financières courantes	735		720		15	735
Avances et acomptes reçus	4 684	4 684				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 726	16	1 710			1 710
Autres dettes opérationnelles	2 628	1 285	1 297		46	1 344
Impôts courants - passif	40	40				
Autres dettes non opérationnelles	95	1	94			94
Passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	346	346				
Total passif et capitaux propres	32 825	21 868	10 896		61	11 345

(en millions d'euros)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Passifs courants		61		61
Dettes financières courantes		15		15
Autres dettes opérationnelles		46		46
Total passif		61		61

NOTE 16 – Transaction avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales intégrées, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

(En millions d'euros)

	CEA	
	30 juin 2014	31 décembre 2013
Ventes	316	580
Achats	45	101
Créances sur les entreprises liées	894	901
Dettes envers les entreprises liées	187	174

AREVA achète à ETC les centrifugeuses de sa nouvelle usine d'enrichissement Georges Besse II, dont ETC assure également la maintenance. Au cours du 1er semestre 2014, les achats d'immobilisations d'AREVA à ETC se sont élevés à 38 millions d'euros.

Relations avec les entreprises du secteur public

Le Groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, la fourniture de prestations et d'équipements liés à la construction de réacteurs nucléaires, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements associées, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés, des services d'assainissement et de démantèlement.

Le Groupe réalise également des transactions avec le CEA, qui concernent des prestations d'études et de recherche, des prestations d'assainissement et de démantèlement, ainsi que deux contrats d'étude et de réalisation d'un réacteur expérimental.

NOTE 17 – Engagements donnés et reçus

(en millions d'euros)

	30 juin 2014	31 décembre 2013 *
ENGAGEMENTS DONNES	2 014	2 076
Garanties de marché données	1 720	1 848
Autres garanties liées à l'exploitation	125	119
Engagements donnés liés au financement	92	61
Autres engagements donnés	77	48
ENGAGEMENTS RECUS	1 149	1 268
Engagements reçus liés à l'exploitation	1 078	1 192
Engagements reçus liés au financement	1	1
Autres engagements reçus	70	75
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	3 445	3 892

* En application de la norme IFRS 11, les engagements de l'exercice 2013 ont été retraités par rapport aux données publiées l'année précédente.

Les montants ci-dessus reflètent uniquement les engagements que le Groupe considère valides à la date de clôture ; de ce fait, ils n'incluent pas les contrats de construction pour lesquels le Groupe est en cours de négociation.

Engagements donnés

Le Groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR™ Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le Groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

Engagements réciproques

Le Groupe a mis en place en janvier 2013 une ligne de crédit syndiquée d'un montant total de 1,25 milliards d'euros, utilisable en euros pour une durée de 5 ans. Par ailleurs, le Groupe dispose également de lignes de crédit bilatérales pour un montant total de 795 millions d'euros dont 545 millions d'euros à maturité 2017, 50 millions d'euros à maturité 2016, 200 millions d'euros à maturité 2015. A fin juin 2014, aucune de ces lignes n'était utilisée.

NOTE 18 – Litiges et passifs éventuels

▪ ENQUETES EN COURS

A la suite de la décision de la Commission Européenne du 24 janvier 2007 ayant sanctionné 11 sociétés, dont AREVA SA, pour des pratiques anticoncurrentielles concernant le marché des appareillages de commutation à isolation gazeuse ("Gas Insulated Switchgears" ou G.I.S.) :

- La Cour de Justice de l'Union Européenne a, dans sa décision du 10 avril 2014, en partie fait droit à certains pourvois qui avaient été introduits dans cette affaire par AREVA entraînant une modification de la répartition de la charge des amendes, mais ne les ont pas réduites au global. Le montant total de la condamnation, intérêts compris, s'élève ainsi à 79 millions d'euros, dont 28 millions d'euros solidairement entre ALSTOM et AREVA. Une fois toutes les procédures d'appel épuisées, et les modalités de garantie d'ALSTOM appliquées, AREVA est redevable d'un montant de 3 millions d'euros provisionné (principal de l'amende et intérêts compris), en cours de règlement à ALSTOM. Le versement de cette somme viendra clore le dossier définitivement.
- Concernant la nouvelle action en dommages et intérêts engagée solidairement à l'encontre d'AREVA S.A. (et de l'ensemble des sociétés défenderesses suite à la décision de la Commission Européenne susmentionnée) en Irlande le 19 avril 2013 par la société ESB Networks. AREVA, avant toute défense au fond, demande dans un premier temps le retrait pur et simple de cette action "*strike-out*" à son encontre, suite à la notification par la demanderesse de son "Statement of Claim". Des discussions sont en cours avec la demanderesse pour ce faire.
- Concernant le recours de tiers formé par National Grid en Grande Bretagne, AREVA a signé le 6 juin 2014 une transaction, aux termes de laquelle elle a versé une somme de 1 million de livres à National Grid au titre des frais de la procédure initiée il y a 7 ans, cette somme étant provisionnée dans ses comptes. Ce dossier est à présent clos.

▪ CONTRATS EN COURS

Les litiges et passifs éventuels relatifs au contrat OL3 sont décrits dans la note 13.

NOTE 19 – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

AREVA a décidé, en juillet 2014, d'arrêter l'activité Energie solaire au terme des projets de construction en cours d'achèvement (sauf proposition de reprise complète à court terme) (cf. note 6).

AREVA et GAMESA ont signé le 7 juillet 2014 des accords engageants pour la création d'une coentreprise dans l'éolien en mer (cf. note 6).

NOTE 20 – Passage des états financiers publiés 2013 aux états financiers retraités 2013

La présente note récapitule les principaux impacts de la première application de la norme IFRS 11 et de l'application de la norme IFRS 5 sur les états financiers de l'exercice 2013 et du premier semestre 2013.

RETRAITEMENTS DES CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER 2013

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital	Primes et Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Réserves de conversion	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
31 décembre 2012 publié	1 456	3 759	(385)	286	57	5 174	382	5 556
Dépréciation goodwill (*)		(100)				(100)		(100)
1^{er} janvier 2013 retraité	1 456	3 659	(385)	286	57	5 074	382	5 456

(*) cf. note 1

PASSAGE COMPTE DE RESULTAT PUBLIE VERS COMPTE DE RESULTAT RETRAITE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2013 Publié	Ajustements IFRS 11	Ajustements IFRS 5	1 ^{er} semestre 2013 Retraité
Chiffre d'affaires	4 762	(75)	(174)	4 513
Autres produits de l'activité	18	(11)		6
Coût des produits et services vendus	(3 981)	66	201	(3 714)
Marge brute	799	(20)	27	806
Frais de recherche et développement	(136)	7	6	(123)
Frais commerciaux	(122)	1	8	(113)
Frais généraux et administratifs	(194)		6	(187)
Autres charges opérationnelles	(157)	1	8	(147)
Autres produits opérationnels	55			54
Résultat opérationnel	245	(11)	55	290
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	1	5		6
Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et des entreprises associées	246	(6)	55	296
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	20			20
Coût de l'endettement financier brut	(120)		3	(116)
Coût de l'endettement financier net	(100)		3	(97)
Autres charges financières	(234)	1	1	(232)
Autres produits financiers	241		1	242
Autres charges et produits financiers	7	1	2	10
Résultat financier	(93)	2	5	(87)
Impôts sur les résultats	(100)	4	(17)	(113)
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	53		43	96
Résultat net d'impôt des activités destinées à être cédées ou arrêtées	-		(43)	(43)
Résultat net	53	-	-	53
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies	-		41	41
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	-		(41)	(41)
Résultat net part du groupe	0			0
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies	52		2	54
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	-		(2)	(2)
Résultat net part des minoritaires	52			52
Nombre d'actions	383 204 852			383 204 852
Nombre moyen d'actions	383 204 852			383 204 852
Nombre moyen d'actions propres	4 462 770			4 462 770
Nombre moyen d'actions hors actions propres	378 742 082			378 742 082
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)	0,00			0,11
Résultat net part du Groupe par action	0,00			0,00
Résultat net part du Groupe par action dilué	0,00			0,00

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2013 Publié	<i>Ajustements IFRS 11</i>	<i>Ajustements IFRS 5</i>	Exercice 2013 Retraité
Chiffre d'affaires	9 240	(178)		9 062
Autres produits de l'activité	49	(23)		26
Coût des produits et services vendus	(7 990)	127	1	(7 861)
Marge brute	1 299	(73)	1	1 227
Frais de recherche et développement	(293)	16	4	(273)
Frais commerciaux	(215)	2	1	(212)
Frais généraux et administratifs	(390)	1	1	(388)
Autres charges opérationnelles	(481)	64		(417)
Autres produits opérationnels	92	6		98
Résultat opérationnel	11	16	8	34
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	-	(12)		(13)
Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et des entreprises associées	11	3	8	22
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	44			44
Coût de l'endettement financier brut	(258)	1		(257)
Coût de l'endettement financier net	(214)	1		(213)
Autres charges financières	(459)	1		(457)
Autres produits financiers	424	(2)		423
Autres charges et produits financiers	(34)	-		(35)
Résultat financier	(248)			(248)
Impôts sur les résultats	62	(4)		59
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	(175)		8	(167)
Résultat net d'impôt des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(248)		(8)	(256)
Résultat net	(423)			(423)
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies	(255)		8	(247)
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(238)		(8)	(246)
Résultat net part du groupe	(494)			(494)
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies	80			80
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(9)			(9)
Résultat net part des minoritaires	71			71
Nombre d'actions	383 204			383 204
	852			852
Nombre moyen d'actions	383 204			383 204
	852			852
Nombre moyen d'actions propres	2 614 543			2 614 543
Nombre moyen d'actions hors actions propres	380 590			380 590
	309			309
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)	-0,67			-0,65
Résultat net part du Groupe par action	-1,30			-1,30
Résultat net part du Groupe par action dilué	-1,30			-1,30

PASSAGE ETAT DU RESULTAT GLOBAL PUBLIE VERS ETAT DU RESULTAT GLOBAL RETRAITE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2013 Publié	Ajustements IFRS 11	Ajustements IFRS 5	1 ^{er} semestre 2013 Retraité
Résultat net	53			53
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat	44	0	0	44
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel des sociétés intégrées	68	1		68
Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	(24)			(24)
Quote-part des autres éléments non recyclables du résultat global des coentreprises et entreprises associées, net d'impôt		(1)		0
Eléments non recyclables relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées, net d'impôt				
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat	(131)	0	0	(132)
Ecart de conversion des sociétés intégrées	(21)	(1)	(3)	(24)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(82)			(81)
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(46)			(46)
Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables	33			33
Quote-part des autres éléments recyclables du résultat global des coentreprises et entreprises associées, net d'impôt	(16)			(16)
Eléments recyclables relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées, net d'impôt			3	3
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(88)			(88)
Résultat global	(35)			(35)
- Part du Groupe	(82)			(82)
- Intérêts minoritaires	47			47

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2013 Publié	<i>Ajustements IFRS 11</i>	<i>Ajustements IFRS 5</i>	Exercice 2013 Retraité
Résultat net	(423)			(423)
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat	71	0	0	71
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel des sociétés intégrées	91	2		93
Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	(20)	2		(18)
Quote-part des autres éléments non recyclables du résultat global des coentreprises et entreprises associées, net d'impôt		(4)		(4)
Eléments non recyclables relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées, net d'impôt				
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat	(152)	0	0	(152)
Ecart de conversion des sociétés intégrées	(181)	1		(180)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	108			108
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(15)			(15)
Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables	(56)			(56)
Quote-part des autres éléments recyclables du résultat global des coentreprises et entreprises associées, net d'impôt	(29)	(1)		(30)
Eléments recyclables relatifs aux activités destinées à être cédées ou arrêtées, net d'impôt	21			21
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(81)			(81)
Résultat global	(504)			(504)
- Part du Groupe	(562)			(562)
- Intérêts minoritaires	58			58

PASSAGE BILAN PUBLIE VERS BILAN RETRAITE

ACTIF

(en millions d'euros)	Exercice 2013 Publié	Ajustements IFRS 11	Exercice 2013 Retraité
Actifs non courants	23 052	(146)	22 906
Goodwills sur entreprises intégrées	3 864	(100)	3 764
Immobilisations incorporelles	2 641	(108)	2 533
Immobilisations corporelles	8 731	(22)	8 708
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	199		199
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	6 057		6 057
Titres des entreprises associées	145	109	254
Autres actifs financiers non courants	262		261
Actifs d'impôts différés	1 153	(25)	1 129
Actifs courants	9 038	(142)	8 895
Stocks et en-cours	2 331	(107)	2 224
Clients et comptes rattachés	2 067	(7)	2 060
Autres créances opérationnelles	1 962	22	1 984
Impôts courants – actif	80	(2)	78
Autres créances non opérationnelles	106	(1)	105
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 761	(70)	1 692
Autres actifs financiers courants	88	22	110
Actifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	643		643
Total actif	32 090	(289)	31 801

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Exercice 2013 Publié	Ajustements IFRS 11	Exercice 2013 Retraité
Capitaux propres et intérêts minoritaires	5 082	(100)	4 982
Capital	1 456		1 456
Primes et réserves consolidées	3 298	(100)	3 198
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(317)		(317)
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	330		330
Réserves de conversion	(94)		(94)
Intérêts minoritaires	408		408
Passifs non courants	14 284	(5)	14 279
Avantages du personnel	1 958	(30)	1 928
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 437		6 437
Autres provisions non courantes	199	(7)	192
Quote-part de situation nette déficitaire des coentreprises et entreprises associées		44	44
Dettes financières non courantes	5 659	(11)	5 648
Passifs d'impôts différés	31	0	30
Passifs courants	12 725	(184)	12 541
Provisions courantes	2 724	(65)	2 659
Dettes financières courantes	517	(5)	512
Avances et acomptes reçus	4 545	(32)	4 513
Fournisseurs et comptes rattachés	1 817	(55)	1 762
Autres dettes opérationnelles	2 582	(16)	2 566
Impôts courants - passif	80	(10)	70
Autres dettes non opérationnelles	70		70
Passifs des activités destinées à être cédées ou arrêtées	389		389
Total passif et capitaux propres	32 090	(289)	31 801

PASSAGE TFT PUBLIE VERS TFT RETRAITE

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2013 Publié	<i>Ajustements IFRS 11</i>	<i>Ajustements IFRS 5</i>	1^{er} semestre 2013 Retraité
Résultat net de l'ensemble	53			53
Moins : résultat des activités destinées à être cédées ou arrêtées			43	43
Résultat net des activités poursuivies	53		43	96
Perte (profit) des coentreprises et entreprises associées	(1)	(5)		(6)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	291	(9)	(11)	271
Perte de valeur des goodwills				
Dotation nette (reprise nette) aux provisions	(155)	(3)	3	(154)
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	177	(1)		176
Charge d'impôts (courants et différés)	100	(4)	17	113
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	98		(3)	94
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(97)		(4)	(101)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(22)			(22)
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		3		3
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	443	(18)	46	470
Intérêts nets reçus (versés)	(46)		3	(42)
Impôts versés	(73)	3	0	(71)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	324	(15)	49	358
Variation du besoin en fonds de roulement	(157)	2	87	(68)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	166	(13)	136	290
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(623)	12	40	(571)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(955)	(3)		(958)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	1	(1)		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1			
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	924		(1)	923
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	-			
Dividendes reçus des entreprises associées (mises en équivalence)	1	(1)		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(651)	7	39	(605)
Augmentations de capital de la société mère et augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées				
Ventes/(Rachats) d'actions propres	43			43
Transactions avec les actionnaires minoritaires				
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(33)			(33)
Augmentation (diminution) des dettes financières	61	(8)	(205)	(152)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	71	(8)	(205)	(142)
Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le compte de résultat	181			181
Impact des variations de taux de change	(2)		(1)	(3)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ARRETEES			31	31
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(234)	(14)		(248)
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	1 489	(38)		1 451
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	1 256	(52)		1 204

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2013 Publié	<i>Ajustements IFRS 11</i>	<i>Ajustements IFRS 5</i>	Exercice 2013 Retraité
Résultat net de l'ensemble	(423)			(423)
Moins : résultat des activités destinées à être cédées ou arrêtées	248		8	256
Résultat net des activités poursuivies	(175)		8	(167)
Perte (profit) des coentreprises et entreprises associées	-	12		13
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	756	(34)	(1)	722
Perte de valeur des goodwills	4			4
Dotation nette (reprise nette) aux provisions	81	(54)		27
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	339	(1)		338
Charge d'impôts (courants et différés)	(62)	4		(59)
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	216	(1)		215
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(227)	1		(226)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(54)			(54)
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		12		12
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	877	(62)	7	823
Intérêts nets reçus (versés)	(201)	1		(200)
Impôts versés	(143)	8		(135)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	534	(53)	7	488
Variation du besoin en fonds de roulement	518	24		541
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	1 052	(29)	7	1 030
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 422)	5		(1 416)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(1 934)	(9)		(1 943)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	4	(1)		2
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7	(1)		6
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	1 976			1 976
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	5			5
Dividendes reçus des entreprises associées (mises en équivalence)	1	(1)		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 364)	(7)		(1 371)
Augmentations de capital de la société mère et augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	-			
Ventes/(Rachats) d'actions propres	44			44
Transactions avec les actionnaires minoritaires	37			37
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(33)			(33)
Augmentation (diminution) des dettes financières	224	(15)	(6)	202
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	272	(15)	(6)	250
Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le compte de résultat	211			211
Impact des variations de taux de change	(17)	1		(16)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ARRETEES	28		(2)	26
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	181	(50)		130
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	1 489	(38)		1 451
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	1 670	(88)		1 582